



***LES FORCES ARMÉES DES RÉPUBLIQUES
D'ASIE CENTRALE
ET LEURS DÉFIS DE SÉCURITÉ***

**Mémoire de géopolitique
du Chef de bataillon Paul SANZEY
dans le cadre du séminaire
« Géopolitique de l'Asie centrale »**

Directeur : Monsieur Arnaud KALIKA

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. **Les forces armées des républiques d'Asie centrale sont-elles capables de faire face à leurs propres défis sécuritaires à court et moyen terme ?**
2. Mémoiregéo_CBA SANZEY_version 1
3. Sanzey Paul – CBA – Terre – France
4. Division B
5. Mémoire de géopolitique
6. Première version
7. Compte tenu de leur jeunesse et des contraintes fortes qui pèsent sur leur réforme en cours, les armées des républiques musulmanes d'Asie centrale ne peuvent répondre seules à des menaces qui tendent à se diversifier. Pour offrir une réponse crédible aux problèmes de sécurité de leur Etat, elles doivent se réformer et s'adapter. C'est à ce prix qu'elles contribueront à édifier progressivement l'autonomie réelle des nouvelles républiques face aux intérêts des grands voisins. Dans un environnement géopolitique qui est loin d'être stabilisé, ceci peut se faire avec l'aide des alliés occidentaux, ou le cas échéant, malgré eux. Il appartient à l'Union Européenne et à la France de savoir saisir l'occasion qui se présente à elles d'exercer leur influence dans cette zone d'intérêt stratégique.
8. Mots clés : Asie centrale, CEI, OCS, OTAN, UE, France, Russie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan, Afghanistan.

Avertissement

Ce travail est le fruit d'une réflexion amorcée en 2004 à Kaboul et reprise dans le cadre des études de géopolitique menées au CID en 2005-2006.

Il se veut avant tout document d'état-major, c'est-à-dire un outil, sûrement imparfait mais disponible pour des lecteurs amenés à servir à court terme en Asie centrale. Puisse-t-il être utile dans ce cadre à une poignée, pour amorcer leur compréhension générale de cette région fascinante. Il aura alors rempli son rôle.

Il est dédié au Lieutenant-colonel GUL AHMAD, de l'Armée Nationale Afghane, dont j'ai été l'instructeur, mais dont j'aurais pu être l'élève.

A Paris, le 21 mars 2006

Cba (TA) Paul SANZEY

**Les forces armées des républiques d'Asie centrale sont-elles capables de faire face
à leurs propres défis sécuritaires à court et moyen terme ?**

SOMMAIRE

Chapitre 1. Les défis de sécurité en Asie centrale : permanence et évolution

Chapitre 2. Forces et faiblesses militaires en Asie centrale

Chapitre 3. Quelles parades pour contrer ces risques de déstabilisation ?

INTRODUCTION

Comparée au Caucase, où l'éclatement de l'Union soviétique s'est soldé d'abord par la naissance de jeunes républiques incapables de s'imposer à leurs provinces, puis par l'exacerbation de tensions qui ont dégénéré en conflits, l'Asie centrale, quinze ans après l'indépendance des républiques musulmanes ex-soviétiques, n'est pas fragmentée et semble stabilisée, tout au moins en apparence. Les deux guerres civiles qu'elle a connues, au Tadjikistan au cœur de ses territoires (1992-1999) et en Afghanistan à sa périphérie (de 1989 à 2001), ont fait de nombreuses victimes, mais sans entraîner ni partition ni sécession.

Toutefois, si les Etats centrasiatiques se sont maintenus, le mérite en revient sans doute davantage aux grands voisins ou à leurs intérêts convergents avec les Etats-Unis pour garantir une stabilité régionale, qu'à l'efficacité des forces armées nationales. Car il faut reconnaître que ces Etats paraissent aujourd'hui peu capables de faire respecter leur autorité sur leurs marges, étant donné leur faiblesse dans tous les domaines, qu'il s'agisse de leur développement économique, de leur stabilité politique ou de leur crédibilité militaire. Face au développement d'une rébellion d'ampleur plus limitée que la guérilla tchéchène mais s'appuyant comme elle sur des zones refuges montagneuses, très présentes au cœur de l'Asie centrale, quelle pourrait être la réaction de ces jeunes républiques ? Seraient-elles à même de traiter une menace asymétrique, ou d'autres menaces de basse intensité telles qu'elles semblent se développer actuellement dans cette région ? En un mot, **les forces armées des républiques d'Asie Centrale sont-elles capables de faire face à leurs propres défis sécuritaires à court et moyen terme ?**

Compte tenu de leur jeunesse et des contraintes fortes qui pèsent sur leur réforme en cours, ces armées ne peuvent répondre seules à des menaces qui tendent à se diversifier. Pour offrir une réponse crédible aux problèmes de sécurité des Etats, elles doivent se réformer et s'adapter. C'est à ce prix qu'elles contribueront à édifier progressivement l'autonomie réelle des nouvelles républiques face aux intérêts ou aux appétits de puissance des grands voisins. Dans un environnement géopolitique qui n'est pas stabilisé, ceci peut se faire avec l'aide des alliés occidentaux, ou le cas échéant, malgré eux.

Les problèmes de sécurité des républiques d'Asie centrale sont d'abord des problèmes de gestion d'un espace vaste et fragmenté par le relief, mais aussi morcelé par un découpage ethnique et frontalier complexe. Ces données physiques et humaines posent le problème particulier du contrôle de zones montagneuses vastes, dans un milieu propice au repli séparatiste ou au refus de l'autorité centrale. De telles exigences ont déjà constitué au siècle dernier un défi particulier pour l'Etat central soviétique et ses forces armées engagées en Asie centrale. Elles sont aujourd'hui complétées par d'autres besoins opérationnels qu'il nous appartient de cerner, au vu des menaces de sécurité actuelles, des trafics en tous genres jusqu'au terrorisme, en passant par le banditisme à grande échelle.

Face à ces défis de sécurité en pleine évolution, de quels moyens disposent les jeunes républiques indépendantes d'Asie centrale ? L'examen comparé de leurs forces de sécurité et de celles des autres acteurs du "Grand Jeu" met en avant un différentiel de puissance qui peut s'avérer préoccupant pour la stabilité d'une région qui attise tant d'intérêts contradictoires. Quels objectifs poursuivent les concurrents russe, américain, chinois, iranien ou turc et avec quels moyens ? N'y a-t-il pas un risque de voir instrumentalisée cette région ?

Dans ces conditions, quelle partie peuvent jouer les acteurs occidentaux ? Y a-t-il une place pour eux dans une partie rendue déjà complexe par des efforts de coopération régionale multiples ? La coopération militaire occidentale, engagée par les Etats-Unis via l'OTAN dans les années 90, peut-elle s'accommoder des initiatives de l'Union Européenne ? Dans ce contexte, quelle démarche privilégier pour la France ?

Identifier les menaces actuelles pour les jeunes républiques d'Asie Centrale ne peut se faire sans un aperçu rapide des exigences de sécurité, telles qu'elles ont été appréhendées par les forces armées soviétiques avant l'indépendance, et telles qu'elles se présentent aujourd'hui avec une acuité nouvelle aux jeunes républiques musulmanes indépendantes.

X

X X

Chapitre 1. Les défis de sécurité en Asie centrale : permanence et évolution

Enserrée entre la Caspienne et les contreforts du Pamir et du Tien Shan, limitée au nord par la Russie, au sud par l'Iran et l'Afghanistan, l'Asie centrale fait l'objet de multiples délimitations de la part des spécialistes. Le plus communément, elle rassemble les cinq républiques musulmanes issues en 1991 de l'éclatement de l'empire soviétique, mais aussi des territoires contigus qui peuvent leur être associés. Pour qui s'intéresse aux questions de sécurité, les frontières occupent une importance particulière ; aussi étendrons-nous le champ de cette étude au versant chinois des Monts Tien Shan qui donne accès aux territoires du Xin Jiang, et à la frontière nord de l'Afghanistan.

Depuis un siècle? les opérations militaires conduites en montagne dans l'espace centrasiatique font apparaître des besoins spécifiques pour les forces armées engagées dans ce terrain difficile. Avec l'effondrement de l'URSS, ces exigences opérationnelles sont devenues pour les petites armées des cinq républiques d'Asie centrale de véritables défis sécurité, plus difficiles à satisfaire aujourd'hui que par le passé. Car l'indépendance rapide en 1991 a laissé les Etats encore fragiles aux prises avec des menaces nouvelles qui pèsent sur l'ensemble de la société. Ce sont ces menaces de plus en plus larges qu'il faut étudier pour évaluer l'ensemble des besoins opérationnels actuels des forces de sécurité.

11. Des problèmes de sécurité récurrents

Donnée physique confirmée par l'histoire, la sécurité en Asie centrale est l'affaire de troupes spécialisées et aguerries, spécifiquement formées, équipées et entraînées pour agir partout, y compris en terrain accidenté. En effet, les contraintes fortes qu'impose le milieu difficile sur les opérations ont façonné les différents engagements militaires dans cette zone, au point de faire apparaître des besoins spécifiques pour l'emploi des forces soviétiques en Asie centrale.

L'étude du milieu centrasiatique et de la doctrine soviétique de la guerre en montagne fait apparaître des permanences dans l'utilisation des forces armées sur ce type de terrain. Parmi les facteurs géographiques et historiques qui conduisent à privilégier l'utilisation de troupes spécialisées.

111. Permanences :

a) Le milieu, un déterminant des opérations :

Le relief, quand il s'impose sur une région, peut exercer une véritable tyrannie sur la vie des hommes : il joue sur les solidarités de vallées, entraîne toujours des communications difficiles, et pèse sur l'occupation humaine des territoires en favorisant des implantations concentrées sur des vallées fertiles, comme la Vallée de Ferghana, et des émiettements de populations pastorales dans les zones accidentées, comme sur les monts du Pamir.

En Asie centrale, les montagnes s'imposent à la géopolitique des Etats, en particulier pour le Tadjikistan et le Kirghizstan; elles pèsent moins lourdement sur le Kazakhstan et le Turkménistan qui connaissent eux les effets d'un climat très continental sur de vastes steppes et sur des zones désertiques (déserts du Karal Koum, du Kyrzyl Koum, Steppe de la faim). En définitive, l'ensemble de la région au sud des steppes constitue un milieu particulièrement rude pour les opérations militaires. Le terrain, qu'il soit accidenté ou simplement difficile en raison de conditions météorologiques éprouvantes, représente pour les armées constituées un obstacle sérieux aux actions d'ampleur et à l'inverse favorise l'action défensive, l'irrédentisme, voire l'installation de refuges pour les contestations.

L'influence du terrain accidenté ou difficile sur des opérations militaires modernes conduites dans la durée ne doit pas être négligée. Les conséquences du relief et de la météorologie sur la manœuvre sont multiples ; limitons nous à rappeler que le cloisonnement du terrain par le relief et les différences de dénivelées s'oppose à la concentration des efforts, entrave la liberté d'action en limitant fortement par exemple les possibilités de variantement, et ralentit le rythme des opérations au point de les cantonner parfois au rythme d'une infanterie agissant à pied, sans protection ni soutien d'ampleur...si ce n'est à l'immobilité totale. En définitive, l'équilibre des rapports de force classique peut se trouver rapidement bouleversé¹, donnant même au plus faible la possibilité de vaincre par l'action d'usure ou la guérilla.

b) L'héritage soviétique des armées locales :

Intégrées étroitement dans l'Armée Rouge, les armées d'Asie centrale étaient encadrées jusqu'en 1991 -et même au-delà- par des officiers majoritairement russes ou ukrainiens, et composées de conscrits venus de tout l'Empire. Il n'y avait donc pas de tradition de

¹ A Suomossalmi (Finlande) l'Armée soviétique perdit ainsi durant l'hiver 1939-1940 plus de deux divisions face aux actions de harcèlement des Finlandais trois fois inférieurs en nombre.

troupes de montagne bien implantées localement sur ces territoires, ni même de corps d'officiers "nationaux" avant l'effondrement militaire soviétique.

De surcroît, dans la pensée militaire soviétique, le combat en plaine représente la norme ; le combat en "montagne", c'est-à-dire impliquant une élévation de plus de 500 mètres, s'apparente aux "situations spéciales", qui regroupent toutes les conditions d'emploi spécifiques, réservées le plus souvent à l'infanterie motorisée ou aux unités parachutistes². Ceci explique sans doute en partie la répugnance particulière qu'ont, aujourd'hui encore, les unités de ces jeunes républiques à s'engager en terrain difficile en dehors des axes, et ce même sur leur propre territoire.

Pourtant des installations d'entraînement en montagne très complètes existent depuis les années 70 en Asie centrale, et toutes les unités stationnées en zone montagneuse ont créé à l'époque des sections de reconnaissance, initiées à l'alpinisme, où l'on retrouvait nombre de soldats asiatiques originaires de régions montagneuses. Quoiqu'il en soit, si le savoir-faire du combat en montagne a été détenu à l'époque soviétique par des unités stationnées dans cette région, il n'est manifestement plus entretenu³.

112. Les opérations en milieu montagneux en Asie centrale

De l'étude de deux campagnes soviétiques menées dans la région au XX^e siècle, on peut dégager les principaux besoins opérationnels pour être militairement efficaces, qu'ils aient été détenus par les soviétiques ou qu'ils leur aient fait défaut.

a) La révolte des Basmachi (années 20-30)

Né dans le Ferghana après le bombardement de Kokand par les forces soviétiques en février 1918, le mouvement des Basmachi⁴ anti-soviétiques est à l'origine une révolte de montagnards musulmans, principalement Tadjiks, refusant la tutelle soviétique qui se met en place sur l'ancien Empire des Tsars.

Malgré ses 120 000 soldats, l'Armée Rouge met plus de 10 ans à mater la révolte qui entre temps se répand et ne s'éteint réellement qu'à la Seconde Guerre Mondiale ; les irréductibles du mouvement émigrent alors en Afghanistan, laissant des régions dépeuplées comme la vallée de Vaksh.

Initialement, les carences soviétiques se font sentir au début de la campagne dans la mobilité des troupes, l'absence de cartographie précise et de renseignement fiable. Du côté des insurgés, les bandes armées très souples, de faible effectifs et disposant d'une connaissance parfaite du terrain, mènent une guerre d'usure, faite d'escarmouches, de raids et d'embuscades. Ils disposent d'appuis précieux au sein de la population et de

² C.N.Donnely, Conceptions soviétiques de la guerre en montagne, in *Revue internationale de défense*, n°6/1980

³ LCL L.MOTTE, *Rapport de mission au Tadjikistan*, EM 27 DIM, 1997

⁴ Appelés ainsi par les Russes, le terme viendrait de l'ouzbek "brigands"

certaines représentations du pouvoir légal, mûs "par la terreur" et le "conditionnement idéologique"⁵, ou plus simplement gagnés progressivement à la rébellion par réaction aux méthodes brutales des soviétiques sur les populations.

Après l'échec des moyens classiques, Frounze adopte une stratégie plus indirecte : il travaille à rallier politiquement les chefs Basmachi les moins radicaux ou les plus intéressés au partage du pouvoir, comme Madamin Bek⁶, infiltre les rangs des irréductibles par des espions, et recourt à des unités locales musulmanes (jusqu'à 30 000 hommes), plus accoutumées au terrain difficile.

Les prolongements à long terme de cette résistance au pouvoir central ne sont pas anodins pour la région. Dans l'imaginaire collectif, la vallée du Ferghana devient l'un des bastions d'une insurrection musulmane mythifiée, celle des Basmachi "invaincus", thème qui trouve localement un certain écho. De son côté, engagée 50 ans plus tard en Afghanistan, l'Armée rouge tentera sur un terrain similaire de renouer avec l'expérience accumulée par des officiers prestigieux comme Frounze.

b) Afghanistan 78-89

Après la seconde guerre mondiale et en pleine guerre froide, les mêmes leçons sont difficiles à réapprendre pour l'armée soviétique, organisée pour des opérations massives, centralisées et visant l'écrasement de l'adversaire par le feu. Certes l'Armée Rouge a été fréquemment confrontée à la guerre de partisans en terrain difficile, que ce soit en Finlande (1939-1941-1945) ou en Europe dans les territoires d'Ukraine ou de Biélorussie contrôlés par les allemands en 1944-1945. Mais jusqu'au milieu des années 80, les publications militaires soviétiques ne distinguent pas les méthodes de contre guérilla à utiliser en montagne des méthodes préconisées en plaine.

Cette guérilla en milieu montagneux désertique est pourtant caractéristique. Les moudjahiddins évitent tout combat frontal dans un rapport de forces défavorable, tout combat statique et à chaque menace d'encerclement, ils abandonnent leurs positions. Ils jouent sur l'effet de surprise, et renforcent la détermination de leurs partisans par le recours à la terreur et au "conditionnement idéologique"⁷ des populations. Chasseurs dans l'âme, les afghans sont parfaitement à l'aise dans toute les actions de nuit, se déplacent avec agilité malgré le relief et sont capables d'activer autour des unités soviétiques un large réseau d'agents informateurs, dont ils retransmettent les renseignements par des moyens rustiques mais efficaces.

⁵ Selon les commentaires de l'Académie de Frounze, cités in Lester GRAU, *The Bear went over the mountain*, Franck Cass 1991, rééd. 2002, Londres

⁶ L'un des premiers chefs de la rébellion en 1920 et parmi les plus influents, il sera tué par des chefs basmachi rivaux pour avoir négocié avec le Musbiuro soviétique chargé de pacifier la région.

⁷ Toujours selon les commentaires de l'Académie de Frounze, cités in Lester GRAU, *op.cit.*

Face à ces opérations d'un genre oublié, les soviétiques pèchent par leurs structures et leurs mentalités inadaptées : leur habitude de conserver un contrôle tactique étroit sur l'ensemble des unités, possible en terrain ouvert grâce à des liaisons radios permanentes, s'avère irréaliste dans les terrains compartimentés ; contraints d'accorder davantage d'autonomie aux petits échelons, ils paient jusqu'à la fin le faible niveau d'initiative de leurs cadres. En outre, leur goût pour les opérations à grande échelle se heurte très vite, en pratique, aux contraintes d'un terrain accidenté face à un ennemi fugace, dans lequel le succès passe par l'exploitation très rapide du renseignement tactique.

Or, et c'est la deuxième grosse faiblesse soviétique en Afghanistan, le manque de renseignement d'origine humaine ; malgré les gros moyens techniques disponibles, les capteurs de renseignements techniques tels que les drones, s'avèrent en général inefficaces en zone montagneuse, ce qui fait des unités de reconnaissance à peu près les seules à être au contact de l'adversaire, quand elles parviennent à le surprendre. Ainsi, du fait de la fugacité de l'adversaire, et du manque de renseignement d'origine humaine provenant de capteurs disséminés ou de la population, l'engagement tactique des moyens les cantonne souvent les unités de reconnaissance dans des actions d'escarmouches de rencontre, au détriment de leur mission de reconnaissance.

Conscients que le succès passe par un renseignement de contact actualisé pour permettre la prise de décision à temps, une préparation soigneuse de chaque mission, l'effet de surprise et une bonne coordination interarmes incluant des appuis puissants dans les actions de combat, ils encouragent l'audace et la créativité des commandants de compagnie et de bataillons.

De gros efforts d'adaptation sont ainsi des succès, comme l'organisation d'appui feux adaptés au terrain, soit par le recours aux hélicoptères de combat, soit par le recours à des articulations originales, comme les *bronegruppya*⁸ créées au sein des unités d'infanterie réarticulées pour l'occasion. L'innovation, voire la refonte des procédés de combat pour retrouver l'efficacité tactique est surtout le fait des unités d'infanterie légère, qu'elles soient de montagne, aéromobile, aéroportée, des spetsnaz ou des deux brigades motorisées autonomes de la 40^{ème} Armée.

Au total, ce qui était nécessaire et qui a le plus manqué, c'est d'abord, au niveau tactique, la capacité à concurrencer la guérilla sur son terrain, c'est-à-dire à s'engager de nuit, en

⁸ Il s'agit d'utiliser la puissance de feux des VCI comme une réserve d'appui de l'unité ; la section ou la compagnie d'infanterie, une fois débarquée, regroupe ses véhicules blindés pour une longue durée et les engage comme un pion tactique supplémentaire, autonome des groupes débarqués : les blindés peuvent attaquer sur les flancs, barrer une direction de repli de l'ennemi, servir de réserve de feux ou de transport

terrain accidenté, en suscitant la confiance des locaux pour obtenir le renseignement précieux sans lequel le groupe de moudjahiddins est une aiguille dans une botte de foin. C'est ensuite, au niveau tactique et opératif, l'autonomie des chefs, développée et reconnue dès les plus bas échelons par une formation et un entraînement à la prise de décision, qui doit permettre de reprendre l'initiative après une action potentiellement déstabilisatrice de l'adversaire. Enfin, conséquence logique pour des unités qui ne dominaient ni le milieu, ni l'adversaire et sentaient leurs propres défaillances d'ordre technique et d'organisation du commandement au sens large, il a manqué aux soviétiques un haut niveau de moral dans la conduite de ces opérations, mal accompagnées médiatiquement dans l'environnement peu favorables de la guerre froide⁹.

Les besoins permanents sur ce terrain difficile imposent aux armées des capacités militaires spécifiques : des troupes particulièrement aguerries, dotées de quelques moyens aéromobiles et bien équipées, entraînées spécifiquement, et dotées d'une certaine autonomie, en terme d'appuis, de renseignement, et de culture de l'initiative.

12. De nouvelles menaces apparaissent :

Les menaces les plus immédiates en Asie Centrale sont aujourd'hui plus sécuritaires que militaires. L'agression militaire d'une république par une armée nationale au moyen d'opérations de moyenne ou de grande envergure, même si elle paraît aujourd'hui improbable, ne peut être totalement écartée. Mais les forces armées doivent faire face prioritairement à des menaces nouvelles et multiformes. Qu'il s'agisse de mouvements activistes, de trafics de drogue ou d'armes, d'actions de guérilla voire de terrorisme, ces éléments d'instabilité qu'il nous appartient de détailler sont autant de menaces émergentes pour la sécurité de la région

121. Les séparatismes ethniques et les mouvements identitaires

Beaucoup de tentations irrédentistes ou séparatistes existent, même si la question des frontières est un tabou depuis l'indépendance des états centrasiatiques du fait de la complexité des implantations ethniques sur plusieurs territoires.

En effet, face aux centaines de nationalités de l'Empire du Tsar, les soviétiques ont été confrontés très tôt aux nécessités de l'unité et du partage du territoire : la politique des nationalités et le découpage territorial adoptés dans la constitution de 1924 ont reposé sur des critères ethniques l'ethnie majoritaire donnant son nom au territoire, par la création de nations de manière volontariste et brutale, plutôt que par une lente émergence d'identité

⁹ A un moindre degré, et hormis ce dernier aspect médiatique moins présent, ce sont les mêmes difficultés qu'ont rencontrées dans le sud-est de l'Afghanistan les forces de l'Opération Enduring Freedom lors des opérations Avalanche (décembre 2003) et Mountain Storm (mars 2004)

nationale¹⁰. De ce fait les frontières actuelles des états centrasiatiques, héritées de l'empire soviétique, répondent plus à des soucis de politique intérieure de l'Union soviétique dans les années 20 et 30 qu'à des réalités ethniques homogènes, chaque groupe ethnique étant disséminé sur au moins trois territoires.

Il en résulte aujourd'hui de nombreux contentieux qui pourraient être instrumentalisés le jour venu par telle ou telle ethnie. Les confins russo-kazakhs regroupent des populations descendantes des Cosaques tentées par un rattachement à la Russie, tandis que les territoires russes turcophones peuplés de Kazakhs, Tatars, Bachkirs...pourraient souhaiter un rattachement au Kazakhstan. Outre les luttes d'influence ethniques, les vallées de l'Amou Daria (contentieux ouzbéko-turkmène), du Zarafson (contentieux ouzbéko-tadjik) ou de la Ferghana (contentieux ouzbéko-tadjiko-kirghize) recouvrent aussi des enjeux économiques et stratégiques, de la possession de ressources (mines, pétrole, gaz, eau) au contrôle de voies de communications¹¹.

De même, le Xin Jiang connaît un profond mécontentement économique et social, qui pourrait nourrir le mouvement ouïghour et l'orienter vers une tendance plus identitaire. De fait les efforts de Pékin pour éviter toute dérive séparatiste se font sous le vocable maladroit de développement économique d'une "nouvelle frontière". Ce qui fait dire à Elisabeth ALLES "qu'à force de dénoncer toute réaction populaire à des difficultés somme toutes économiques, comme la résurgence de tendances sécessionnistes (...) les dirigeants prennent le risque effectif d'aboutir à la constitution d'une unité contre la politique chinoise et contre les Hans"¹²

122. Le risque terroriste et la contestation islamiste

Apprécier le niveau du risque terroriste d'origine islamiste en Asie centrale relève aujourd'hui de la gageure. D'une part, les avis des sources occidentales sont contradictoires, d'autre part la cause de la guerre totale contre le terrorisme (Global war on terrorism) initiée par les américains fournit depuis 2001 le justificatif idéal à la répression de toutes les contestations politiques dans la région. Le leitmotiv de la menace terroriste islamiste est donc très présent dans les communications officielles, non seulement des grands voisins concernés par des séparatismes musulmans (Russie, RPC), mais aussi des états centrasiatiques eux-mêmes.

Il semble que le risque d'un terrorisme islamiste d'envergure, mondialisé ou lié au terrorisme international, soit très exagéré. Des mouvements comme le Mouvement islamiste d'Ouzbékistan (MIO) ont pu être approchés par des intermédiaires d'Al Qaeda, ils n'en sont pas pour autant ses émanations ou ses relais en Asie centrale et

¹⁰ Guillaume HENRARD, *Géopolitique du Tadjikistan*, pp.40

¹¹ Daniel BALLAND, "Diviser l'indivisible", in *Hérodote*, éd. La Découverte, n°84, 2^{ème} trim.1997

¹² Elisabeth ALLES, "Stratégie chinoise en Asie centrale et nationalisme minoritaire au Xin Jiang", in *Hérodote*, Ed. La Découverte, n°84, 2^{ème} trim.1997

fonctionnent, tout comme le Hizb ut-Tahir (HTI), comme des mouvements de contestation politiques. Le degré de la menace semble d'autant plus bas que les opérations américaines en Afghanistan ont largement affaibli les authentiques djihadistes mais aussi les sympathisants politiques. Ainsi le MIO a beaucoup souffert des opérations américaines notamment lors des bombardements de Kunduz en novembre 2001¹³.

Néanmoins cette menace d'un activisme islamiste, terroriste le cas échéant, ne peut être totalement écartée pour l'avenir, d'autant que les premiers succès des opérations américaines en Afghanistan ont eu pour effet de disperser dans l'ensemble des états de la région des centaines de militants des différents mouvements qui y avaient leur camp d'entraînement ou leur logistique. Djihadistes ou militants politiques, leur action est certes moins massive, mais elle n'est pas moins dangereuse pour les régimes plus ou moins dictatoriaux et immobilistes qui subsistent, car elle trouve un écho favorable un peu partout, et en particulier auprès des populations en situation économiques et sociales difficiles. Le Kirghizistan méridional, certaines vallées du Kazakhstan montagneux, le Ferghana, le Tadjikistan central pourraient devenir des abcès de fixation islamiste¹⁴.

Pour certains auteurs, si le Parti de la Renaissance Islamique (PRI) au Tadjikistan, le MIO en Ouzbékistan ou le HTI sur les territoires tadjik, ouzbèk et kirghize ont pu se maintenir en dépit de la répression dont ils ont fait l'objet, c'est davantage grâce aux soutiens de réseaux terroristes transnationaux que sous l'effet d'une mobilisation populaire. Pourtant il faut reconnaître que sous l'effet d'une répression brutale le HTI finit par recueillir aujourd'hui une certaine audience et une certaine légitimité en se posant comme un mouvement populaire de contestation globale devant les difficultés économiques et sociales.

123. L'absence de contrôle des frontières et des territoires

La porosité des frontières inquiète dans la zone car elle est favorise le développement des trafics d'armes et de drogues, le passage presque libre des terroristes et des criminels, les mouvements de réfugiés et l'immigration illégale. L'entrée illicite de produits manufacturés chinois inquiète même les autorités kazakhes et kirghizes qui peinent à en contrôler l'afflux sur les marchés intérieurs, et voient se développer sur place une véritable économie au noir.

Plutôt qu'une action concertée entre voisins, les Etats d'Asie centrale ont choisi le plus souvent des mesures unilatérales dispersées pour traiter les questions de visa ou de tarifs douaniers, qui ont affecté l'économie locale transfrontalière jusque là prospère. En septembre 2000, l'Ouzbékistan a même miné sa frontière avec le Tadjikistan et pour une

¹³ Le chef militaire du MIO, Juman Namangani et nombre de ses militants et de ses cadres ont été tués à cette occasion. Patrick DOMBROVSKI, "L'Asie centrale face aux grandes puissances", in *L'Asie centrale après la "guerre contre la terreur"*, L'Harmattan, 2004

¹⁴ Laurent VINATIER, *L'islamisme en Asie centrale*, Armand Colin, 2002

part celle le séparant du Kirghizistan, provoquant morts et blessés parmi les populations locales et brisant des liens familiaux dans une zone où une nation vivait jusque là en bonne intelligence. Il a installé des réseaux de barbelés sur les autres frontières en 2001. Sans provoquer des conflits, de tels problèmes transfrontaliers affectent la sécurité générale, exacerbent des tensions inter-ethniques latentes et rendent plus difficiles les possibilités de coopération régionales. Dans ces conditions, face au tracé de frontières très découpées et imbriquées, souvent difficiles à surveiller, de telles tensions rendent la gestion de la sécurité extrêmement difficile pour les unités de garde-frontières, de police ou des forces armées et la lutte contre les trafics et la criminalité illusoire.

124. Les trafics de drogue et d'armes

La porosité des frontières facilitant les trafics, ceux-ci ont pu se développer depuis quinze ans en profitant de la faiblesse généralisée des états, et de la longue période d'instabilité des guerres d'Afghanistan et du Tadjikistan qui ont favorisé dans les années 90 une production importante à écouler à travers les pays voisins. Leur production et leur exportation prospèrent encore aujourd'hui dans ces deux pays, mais aussi au Kirghizstan, du fait de la corruption et de l'instabilité qui règnent dans ces pays.

L'Afghanistan est toujours le premier producteur du monde avec près de 75% de la production d'opium et d'opiacés, mais il faut noter une évolution importante avec l'entrée du Tadjikistan sur la scène de la production et de la transformation de stupéfiants avec la production de cannabis.

La majeure partie des exportations d'opium et d'opiacés se fait à travers le Pakistan et l'Iran, mais de nouveaux réseaux de transit se mettent aussi en place à travers les états voisins à destination de l'Europe¹⁵. Les efforts pour réduire le volume des exportations d'opium et d'héroïne, en plein développement, sont inefficaces. De nouvelles routes s'ouvrent depuis l'Afghanistan, d'anciens réseaux d'importance mineure prennent de l'ampleur, à la fois vers le sud par le Pakistan et l'Inde, vers l'ouest par l'Iran et l'Irak ou vers le nord en direction de la Russie par le Gorno-Badakhchan et Och (Kirghizstan) Les conséquences de cet accroissement des trafics sont lourdes et leur influence belligène n'est plus à démontrer.

Le transit des drogues dans les pays limitrophes provoquent une nouvelle consommation auprès des jeunes en proie à un chômage chronique : en Ouzbékistan 24000 toxicomanes sont recensés aujourd'hui, soit une augmentation de 400 % depuis 1990 ce qui s'explique aussi si l'on considère qu'acheter une dose de drogue coûte moins cher

¹⁵ T.MAKARENKO, "Terrorism and Religion mask drug trafficking in Central Asia", in *Janes intelligence Review*, n°11, nov. 2000, p.12

dans certaines régions de ce pays, du Tadjikistan ou du Kirghizstan, que se nourrir convenablement.

Privatisation des économies dans les ex-républiques soviétiques a connu développement de l'économie parallèle où les maffias se mêlent aux groupes de solidarité qui visent la survie au jour le jour, et en viennent à concurrencer l'autorité légitime de l'Etat. La drogue rapporte plus, et plus vite, qu'un métier honnête. Bien souvent le lien est étroit entre le trafic de drogue et les groupes armés, y compris talibans, qui sévissent encore dans la région¹⁶

Enfin, outre les rivalités, les règlements de comptes entre les clans et la criminalité grandissante, ces trafics constituent une double menace pour les Etats. Tout d'abord ils accroissent l'insécurité et confèrent au grand banditisme des moyens supérieurs à ceux des forces de l'ordre. Pour le franchissement des frontières, la complicité des gardes frontières s'accompagne de techniques de transfert des "marchandises" éprouvées, qui s'adaptent aux risques et aux circonstances. Elles vont des plus brutales -une colonne de 4x4 surarmés, précédée de voitures ouvrees chargées de forcer les barrages...- aux plus rustiques -des mulets ou des dromadaires lâchés seuls sur un sentier de montagne qui franchissent le col avec leur cargaison illicite et rejoignent le versant opposé où ils sont récupérés par des complices¹⁷.

A plus long terme la menace la plus grave, c'est la corruption généralisée de l'Etat qui gangrène tous les rouages de direction du pays au point de menacer de l'intérieur la souveraineté des républiques. Selon certaines analyses¹⁸, le Tadjikistan et le Kirghizstan sont déjà largement touchés par ce phénomène qui voit la corruption étendue à toutes les institutions et toutes les activités qui comptent, depuis les institutions jusqu'aux gardes frontières, milices et autres acteurs publics chargés de faire respecter la loi et l'ordre.

Face aux trafics proprement dit, une réponse passe par le maintien de policiers et de gardes frontières non corrompus, ce qui suppose avant tout un traitement décent et une garantie de sécurité pour leurs familles en cas d'intimidation ou de représailles, et dans un second temps la mise à disposition de moyens adaptés.

Face à la corruption endémique, seule la pression des organisations internationales pourvoyeuses d'aides, la pression des ONG peut forcer les politiques à lutter contre les réseaux avant qu'il ne soit trop tard.

125. Les autres problèmes sécuritaires des Etats

L'importance des ressources minières et énergétiques et de leur transit sécurisé est d'autant plus grande qu'elles constituent une part principale de la richesse de ces

¹⁶ In *Military Balance 2006*, p226

¹⁷ Témoignage du Coord zone EMAT/BRI après voyage en Asie centrale en mai 2005.

¹⁸ Erika Marat, *China and Eurasia Forum Quarterly*, Volume 4, N°1(2006), Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program

républiques. L'organisation soviétique de ces territoires dans les années 20 a laissé en héritage à ces républiques une spécialisation économique désastreuse pour leur autonomie, qui fait des minerais, hydrocarbures, et coton les trois sources de revenu principales.

Les installations stratégiques telles que les centres de production de pétrole et de gaz, les oléoducs et gazoducs, les barrages ou les moyens d'approvisionnement des pondéreux constituent autant de cibles nécessitant une surveillance permanente, des forces de sécurité classiques d'intervention rapide (qu'elles soient militaires ou civiles) et des unités spécialisées capables de gérer les risques technologiques en cas d'attentats sur ces infrastructures.

Au total, la menace actuelle est plus sécuritaire que militaire : les tensions interethniques, les réseaux islamistes, le grand banditisme sont les risques auxquelles ces armées doivent en, priorité s'adapter. Il s'agit d'une part d'acquérir les capacités spécifiques pour traiter des menaces asymétriques, comme des moyens de renseignement adaptés (drones, hélicoptères légers, avions lents) et des moyens d'intervention rapide, mobiles et aéromobiles, l'ensemble étant relié par des réseaux de transmission performants. Il s'agit d'autre part de se donner les moyens de coordonner les actions des armées avec les autres services, qu'il s'agisse des unités de police, des gardes frontières, ou des services de renseignement.

Il est notable que ces menaces transnationales figurent en bonne place parmi les préoccupations russes identifiées dans la politique de défense et de sécurité adoptée à Moscou en 2000 (Concept de sécurité nationale et Doctrine militaire). A ces menaces multiformes, les jeunes républiques d'Asie centrale ne peuvent répondre que par une stratégie de sécurité globale. Outre l'adaptation de leur appareil militaire qui doit prendre sa part de ces menaces, cette stratégie d'ensemble exige une certaine capacité de coordination interservices, ce qui suppose de ces Etats une assise politique suffisante pour balayer les intérêts partisans ou la corruption des fonctionnaires.

Chapitre 2. Forces et faiblesses militaires en Asie centrale

Face à ces menaces nouvelles ou plus anciennes, les acteurs de la zone sont-ils capables d'intervenir ? Les armées nationales sont-elles techniquement capables de répondre à ces menaces ? Si non, quelles conséquences peut-on en attendre pour l'équilibre politico-stratégique de la région ?

Le différentiel militaire très important entre les états des forces armées d'Asie centrale et certains puissants voisins régionaux laisse augurer des risques non négligeables de déstabilisation. Certaines poussées d'influence militaire, perceptibles dans la zone, confirment le jeu de puissance qui se joue à travers les dispositifs militaires ou de sécurité dans la région : recherche d'influence, prise de contrôle, main mise géopolitique.

21. A l'intérieur, des armées nationales faibles

Après 15 ans d'indépendance, les républiques sont-elles militairement crédibles ?

Malgré quelques réformes toujours en cours, les forces armées des républiques musulmanes sont encore inadaptées aujourd'hui.

D'une part elles sont héritières de l'ex Armée rouge avec les difficultés structurelles d'inadaptation de forces encadrées trop longtemps de façon étroite et sorties sans transition du Pacte de Varsovie ; d'autre part elles sont prises dans un contexte difficile pour l'ensemble de l'appareil d'Etat qui reste à construire dans bien des domaines ; enfin elles sont adossées à des systèmes politiques volontiers répressifs et à des sociétés minées par la corruption, qui peinent à se réformer.

211. Des forces inadaptées aux besoins spécifiques des jeunes républiques :

a) ...confrontées à une (re)construction difficile

La construction des armées nationales à partir de 1991 s'est heurtée à de nombreuses difficultés. Sans traditions nationales propres, puisque l'Armée rouge était une seule force unifiée, les armées des ex-républiques soviétiques devaient se réorganiser pour assumer leur indépendance, s'adapter à des besoins opérationnels différents et assurer leur entretien dans un contexte économique difficile.

Dans le cas du Kazakhstan, la montée en puissance de l'armée nationale s'est faite en trois étapes, avec la création d'une administration centrale (1992), puis la restructuration

des forces en tant que telles (1993-1996), et enfin une modernisation à partir de 1997 qui visait la professionnalisation. En 99, malgré leurs efforts, les kazakhs n'étaient pas prêts à faire face aux menaces de l'islamisme radical et de l'expansionnisme ouzbèk sur leurs frontières, perçues à l'époque comme inquiétantes. Un effort financier considérable a été réalisé en 2000, aboutissant à la création d'une force de réaction rapide et une amélioration sensible de la mobilité tactique des forces.

Pour le Kirghizstan, les progrès réalisés ont été très insuffisants, comme la montré le peu de réactions aux incursions islamistes des été 99 et 2000. Dans le premier cas les gardes frontières kirghizes n'avaient pas repéré les infiltrations et les forces armées se sont avérées incapables de réduire les groupes armés sans l'appui aérien ouzbèk¹⁹, dans le deuxième c'est l'appui aérien kazakh qui a permis au Kirghizstan de réagir, avec une efficacité toute relative d'ailleurs.

b) ...adossées à une consolidation de l'Etat problématique

Pour les armées centrasiatiques, le manque de moyens financiers et l'immobilisme des mentalités entraînent une profonde stagnation dans les domaines de la réorganisation, de la professionnalisation et de la modernisation des forces armées. En effet, adossées à un système politique répressif qui suit le modèle soviétique, malgré des évolutions selon les pays, affectées par le contexte d'une économie fragile sans perspectives de réformes viables et une forte corruption, les armées peinent à obtenir l'investissement financier nécessaire.

212 Des armées de niveaux très disparates

Si l'on s'essaie à un classement des forces militaires et de sécurité dans la région, les armées centrasiatiques sont de deux types : celles qui nécessitent une aide extérieure pour être pleinement opérationnelles, et celles qui sont presque totalement dépendantes.

a) Deux concurrents pour le leadership régional

L'Ouzbékistan

Première puissance militaire d'Asie centrale, il entretient l'armée la plus importante (voir carte en Annexe 5), même si sa valeur opérationnelle reste faible. Depuis une période récente, un effort de modernisation est apporté au matériel des troupes de montagnes et aux forces spéciales, qui participent à la sécurité des frontières dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Ses relations avec ses voisins sont tendues : les problèmes frontaliers avec le Kirghizstan, la question des minorités avec le Turkménistan et les divergences avec le Tadjikistan sur

¹⁹ TURSUNOV & PIKULINA, *Severe lessons of Batken*, RMAS, Conflict Studies Research Centre, 1999 (www.ppc.pims.org)

l'approvisionnement en gaz ne plaident guère en sa faveur. La répression policière et l'extrême corruption d'une part, la pauvreté, le chômage et l'absence de libertés d'autre part, encouragent à l'intérieur une montée de la contestation, islamiste principalement.

Les évènements d'Andijan qui ont fait entre 170 (données officielles de Tachkent) et 700 morts (chiffre avancé par les ONG) en mai 2005 ont provoqué l'indignation internationale et un coup de frein brutal aux coopérations militaires américaines et européennes. Après l'embargo décidé par l'OTAN et l'UE, les relations avec les Etats-Unis n'ont cessé de se détériorer, jusqu'au départ des américains de la base qu'ils occupaient à Khanabad, près de Karchi. La base allemande de Termez est maintenue pour le moment, après des pourparlers nombreux.

Depuis novembre 2005 un traité d'alliance militaire est signé avec Moscou qui souhaite maintenir la stabilité de ce pays et éviter à tout prix un scénario de type kirghize. Le traité ne semble pas militairement contraignant, ne suppose pas d'adhésion ultérieure à l'organisation du Traité de sécurité collective mais pose les bases d'une coopération militaire plus étroite avec la Russie.

Le Kazakhstan

Puissance émergente de la région, le Kazakhstan revêt une importance cruciale pour l'énergie dont il dispose ou qu'il pourrait faire transiter par son territoire, mais aussi pour sa position de glacis stratégique de la Russie et d'allié obligé/traditionnel.

Cette dictature reste proche de Moscou qui la soutient et demeure son partenaire économique principal. Militairement, le Kazakhstan conserve une implantation russe encore active (voir carte en Annexe 4), avec les centres d'essai de missiles de Sary-Shagan et de Semipalatinsk, et le centre spatial de Baïkonour, sans compter les nombreux sites intéressant la filière nucléaire soviétique.

Simultanément, le pays entretient une coopération étroite avec les autres puissances extérieures sur les questions d'énergie, y compris un volet de sécurité important : en 2003-2004, outre ses arrangements de défense avec la Russie à travers l'OTSC, Astana maintient des accords de défense avec la Chine via l'OCS et avec l'OTAN à travers le PfP et des programmes bilatéraux. En 2004, les américains ont même signé un plan de coopération de 6 ans pour la période 2004-2009.

Très dépendantes de la coopération russe malgré des stocks d'équipements considérables, les forces armées kazakhes ont une faible valeur opérationnelle. Stationnées prioritairement dans l'est du pays face à la Chine, elles comprennent une Armée de terre à 20.000 hommes, dont un bataillon projetable pour des opérations de maintien de la paix, et une force aérienne de 14.000 hommes dont 7.000 dévolus à la défense sol-air.

Pour la protection des installations pétrolières de la Caspienne, qui jouent un rôle essentiel dans le décollage économique du pays, les autorités cherchent à développer une force de réaction rapide inter opérable avec les étrangers dans la zone, en particulier les forces de l'OTAN.

b) Trois états militairement dépendants

Le Tadjikistan et Kirghizstan font l'objet d'une concurrence d'influence militaire entre USA et Russie, tandis que le Turkménistan se tient dans une posture de neutralité officielle et de repli, mais dépend du bon vouloir de Moscou.

Le Kirghizstan

Nouvelle "démocratie" suite au départ d'Akaev, le Kirghizstan a néanmoins fait allégeance à Moscou. Les forces armées kirghizes (voir carte en Annexe 3) sont en cours de restructuration et ont une faible valeur opérationnelle. Bichkek s'appuie principalement sur la Russie pour garantir sa sécurité face au danger islamiste, mais cherche aussi à jouer sur tous les tableaux avec les trois grands acteurs régionaux.

Par ailleurs, le gouvernement peut nourrir une incertitude légitime sur ses propres forces de sécurité, puisque certaines ont rejoint la population en avril 2005, lors des événements de la révolution des tulipes.

Le Tadjikistan

Etat indépendant depuis 12 ans, le Tadjikistan connaît des relations de voisinage difficiles et à l'intérieur, une certaine faiblesse, à la suite de six années de guerre civile (1992-1997). Il coopère volontiers avec l'Afghanistan, encouragé par la présence des tadjiks à Kaboul, et se positionne en allié de la coalition anti-terroriste engagée sur ce théâtre.

Avec des forces armées d'environ 9000 hommes, dont 3 brigades (voir carte en Annexe 1) il n'a pas les moyens d'une défense autonome et fait reposer sa sécurité depuis la guerre civile sur la présence russe, tout en cherchant à sortir d'une relation un peu trop exclusive avec Moscou. Ainsi, en 2005, une partie significative du dispositif russe déployé sur la frontière avec l'Afghanistan a été replié, ne laissant sur place qu'un nombre réduit de conseillers pour la garde des frontières méridionale de la CEI, et la 201^e DFM²⁰ à proximité de la capitale.

Le Turkménistan

En l'absence de véritable menace extérieure, ce pays neutre n'a ni la nécessité, ni la volonté de bâtir des forces armées plus opérationnelles. L'armée de terre (17 000h, 500

²⁰ Composée de 3 RFM et de moyens aériens autonomes (un vingtaine de chasseurs, des hélicoptères MI8 et MI24)

chars) est déployée sur la frontière avec l'Iran et l'Afghanistan (voir carte en Annexe 2). Sa marine composée de patrouilleurs et de dragueurs de mines assure la sécurité des exploitations off-shore en Caspienne, et l'armée de l'Air (70 avions) la couverture d'ensemble du territoire.

Le pays est en litige avec l'Ouzbékistan pour des incidents rencontrés avec la minorité ouzbèke, l'exploitation de son gaz et le partage de l'eau, et en désaccord avec l'Azerbaïdjan pour le contentieux de délimitation de la caspienne en off-shore.

Encore fragiles comme l'ensemble de l'appareil d'Etat des jeunes républiques, les forces armées et de sécurité de la région peuvent faire l'objet d'efforts ponctuels, mais ne peuvent palier rapidement toutes leurs carences. Le recours aux moyens militaires russes (défense aérienne, garde frontières) reste donc la solution de "repli" la plus facile. Toutefois, face à des besoins sécuritaires qui restent pressants, d'autres états, comme la Chine ou les USA peuvent avancer leur compétence militaire pour effectuer un retour dans la zone, en jouant sur le souhait des jeunes nations de conserver une certaine distance avec Moscou.

22. A l'extérieur, des acteurs aux intérêts rivaux

Un tout d'horizon rapide du panorama militaire aux franges et à l'intérieur même des républiques centrasiatiques reflète bien les rivalités stratégiques intenses qui opposent dans cette zone les trois grands que sont la Russie, la Chine et les Etats-Unis, mais qui concernent aussi d'autres états comme l'Iran ou la Turquie.

Après le double bouleversement stratégique de l'effondrement soviétique et de l'avènement de l'hyperpuissance américaine, les acteurs militaires en Asie centrale se positionnent par rapport à deux problématiques superposées : la Problématique de stabilité : régionale évoquée à travers les nouvelles menaces identifiées en 1^{ère} partie, et celle, d'intérêt mondial de désenclavement des ressources.

221. La Russie : une présence inéluctable

Dans les années 90, la Russie a réussi à se maintenir comme un acteur incontournable, encombrant par sa prétention à vouloir contrôler les orientations géopolitiques de ses voisins, mais rassurant pour les pouvoirs en place par son souci de stabilité. Depuis 93 et l'affirmation de la théorie de "l'étranger proche" dans la doctrine stratégique russe, la relation est souvent un peu difficile entre la Russie et les nouveaux états indépendants soucieux de conserver leur autonomie, mais l'entrisme russe continue de fonctionner.

La coopération se maintient dans les années 90 : économiquement, certains états restent liés à la Russie dans les organisations de coopération sans logique régionale. Militairement, la présence militaire russe²¹ est maintenue au Tadjikistan pendant la guerre civile et au Turkménistan pour le contrôle des frontières avec l'Iran et l'Afghanistan. Politiquement, la Russie veille de près au sort fait aux minorités russophones hors de ses frontières (double nationalité obtenue avec le Turkménistan).

Avec Poutine, la Russie développe une politique asiatique plus ambitieuse : considérant l'Asie centrale comme un espace essentiel pour l'équilibre avec la Chine, nouvel acteur concurrent du continent autour duquel s'organiseront les postures géopolitiques du XXI^e siècle, il s'attache à réaliser un retour en souplesse auprès des jeunes républiques : avec l'Ouzbékistan, il infléchit la position russe sur le partage des hydrocarbures de la Caspienne vers des solutions bilatérales, montre une attitude plus ferme avec les mouvements islamistes. Même si elle redoute la multiplication de scénarii de type géorgien ou kirghize, la Russie adopte une attitude pragmatique vis-à-vis des républiques musulmanes.

La perception du grand frère russe, capable de respecter leur indépendance, se modifie auprès des dirigeants centrasiatiques. De ce fait, la Russie se fait accepter, reconnaître comme un acteur incontournable et peut jouer sur trois atouts pour maintenir un certain contrôle sur la région :

- économiquement, la coopération qu'elle offre, par un réseau d'organisations internationales depuis 91, par des accords bi latéraux qu'elle propose, régulièrement à quelques partenaires²² ou encore par l'utilisation de l'énergie comme levier d'influence (électricité, transit d'hydrocarbures) ;
- culturellement, la présence d'élites formées dans l'enseignement soviétique, de groupes russophones encore nombreux dans certaines régions comme au nord du Kazakhstan, et globalement l'héritage historique commun du siècle dernier²³, avantage non négligeable par rapport à des acteurs nouvellement implantés sur la scène régionale ;
- militairement enfin, le dispositif russe actuel qui se maintient au Tadjikistan dix ans après la fin de la guerre civile, sur les bases de Douchanbe, Kourgan-Teppe et Kouliab et au Kirghizstan (base de Kant).

Préoccupée par l'entrisme américain et soucieuse d'évolutions incontrôlées dans son "étranger proche", la Russie s'appuie sur une présence ancienne, une influence militaire et économique qui perdurent.

²¹ 201^{ème} DFM, soit 20 000 hommes

²² Renforcement des liens monétaires avec le Kazakhstan à l'automne 2003, vers une zone rouble.

²³ Maintien de la langue russe pour les sommets régionaux, 15 ans après les indépendances

222. La Chine, une patiente recherche de profondeur stratégique

Depuis l'éclatement de l'empire soviétique, la Chine mène avec une grande prudence une stratégie régionale qui vise trois objectifs : stabiliser sa frontière occidentale, objet d'un contentieux séculaire avec la Russie, neutraliser tout soutien extérieur aux indépendantistes ouïgours du Xin Jiang, et prendre sa place dans le jeu géoéconomique régional des hydrocarbures.

Ces différents objectifs sont aujourd'hui atteints.

Répondant au souci de stabilité des états centrasiatiques désireux de voir leurs frontières reconnues et incontestées, les efforts chinois de négociation ont été rapidement couronnés de succès. Les seuls litiges encore en suspens concernent une portion de territoire kirghize, et surtout une large part du Pamir tadjik dont Pékin réclame le retour, et qui recèlerait de l'or. La réussite de ces négociations bilatérales a permis à la RPC d'apparaître comme un acteur respectueux du droit et soucieux de stabilité juridique.

Le véritable souci de Pékin est plutôt l'activisme des indépendantistes musulmans ouïgours et ses répercussions possibles sur d'autres régions chinoises instables. L'ancien Turkestan oriental conquis en 1757 – à deux reprises indépendants, en 1936 et 1946 – est en outre stratégiquement important pour la Chine, puisqu'il pourrait être la première zone productrice de pétrole en Chine avant la fin de la décennie, qu'il est déjà la principale zone d'expérimentation nucléaire et qu'il conserve encore une bonne part du système concentrationnaire chinois.

Dans ce contexte les chinois ont obtenu en avril 1997 la neutralité officielle des républiques musulmanes par un accord multilatéral garantissant l'absence de toute aide aux activistes ouïgours. L'engagement a semble-t-il été respecté, en revanche la porosité des frontières et le faible contrôles des états centrasiatiques sur leur marches n'ont pas pu empêcher le repli de certains ouïgours en Afghanistan, et ce malgré l'énorme effectif militaire et policier chinois²⁴. En 2001, la guerre américaine contre le terrorisme et l'inscription par Washington du principal mouvement ouïgour sur la liste des groupes terroristes alliés à Al Qaeda ont donné à la Chine une plus grande latitude pour gérer l'insécurité dans la région.

Toutefois, dans le jeu d'influence régional, c'est surtout par le développement économique que la RPC entend s'imposer, en s'affirmant d'abord comme un interlocuteur crédible du désenclavement énergétique de la Caspienne, -et s'efforce de satisfaire au passage ses énormes besoins énergétiques- et en redonnant la priorité à l'essor économique de sa

²⁴ 500 000 policiers et militaires, à vocation défensive, auquel on peut ajouter les 2,5 millions de personnes du Bingtuan, à la fois milice d'appoint et Corps de production et de construction

province occidentale dont le dynamisme tranche avec le développement des républiques ex-soviétiques. Ainsi, elle cherche à désenclaver les champs pétrolifères du Xinjiang vers la côte chinoise : en associant le pétrole kazakhe, et peut-être turkmène dans l'avenir, au transit de sa propre production elle fournit aux partenaires centrasiatiques une alternative appréciable au système d'oléoducs russes et une possibilité d'atteindre à coûts partagés les marchés d'Asie.

223. Les Etats-Unis : une irruption soudaine et multiforme

Depuis les années 80, l'intérêt américain pour la zone est avant tout énergétique, compte tenu du potentiel estimé de la Caspienne. Dans le contexte postsoviétique des années 90, des objectifs stratégiques majeurs tels que le démantèlement de l'arsenal nucléaire soviétique et son confinement dans les limites du territoire russe, ont initialement relégué l'Asie centrale à l'arrière-plan des préoccupations militaires de Washington. En revanche, avec la détérioration des relations avec Moscou et Téhéran, les Etats-Unis se lancent très vite dans l'étude d'une utilisation optimale de la région pour diversifier leurs approvisionnements en pétrole et gaz.

Diversifier les voies d'exportations énergétiques de la région permet de renforcer leur sécurité énergétique, de briser le monopole de la Russie sur les voies existantes, tout en valorisant les alliés régionaux que sont la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. La construction du BTC, qui crée un nouveau corridor stratégique est-ouest se fait au détriment de l'axe nord-sud favorisé par l'Iran et la Russie. Néanmoins une exploitation sûre des réserves caspiennes suppose une stabilisation et une sécurisation générale de la zone : l'apaisement des tensions politiques et sociales internes intéresse donc directement Washington.

Bien avant le 11 septembre 2001, les Etats-unis considèrent également la région comme un espace à travers lequel ils peuvent peser sur des acteurs mondiaux et régionaux de premier plan. Soucieux de l'évolution de la Russie, ils suivent l'évolution du processus politique dans ses franges limitrophes et pour ce faire, offrent leur coopération tous azimuts, financée par le Freedom Support Act à partir de 95, soutenue par des ONG ou même des fonds privés (fondation Soros).

Leur consolidation à partir de 2001 sous la forme d'implantations à Manas et Khanabad (cf. carte en annexe) n'est qu'une nouvelle étape d'un projet plus ancien. Ainsi, après avoir envisagé un temps une implantation prioritaire au Kazakhstan, ils ont opté pour le soutien à l'Ouzbékistan, état en position centrale, apparemment stable, le plus puissant

militairement et qui cherchait justement à l'époque à se démarquer de l'influence russe. Avec le repli de leurs moyens aériens de Khanabad sur Bagram et Manas, les américains resserrent leur dispositif militaire sur deux pays, dont un seul au cœur de l'Asie centrale.

Pourquoi l'Iran et la Turquie, dont les ambitions régionales ne datent pas d'hier, ne se sont-elles pas investies davantage en Asie centrale à la faveur de la disparition de l'empire soviétique ?

224. Des acteurs régionaux en retrait : l'Iran et la Turquie

L'Iran et la Turquie sont présents, mais très discrets ; toutefois leurs intérêts ne sauraient être passés sous silence tant leur rôle peut évoluer dans les prochaines années.

a) L'Iran

Géographiquement, l'Iran occupe une position incontournable vis-à-vis des républiques centrasiatiques, puisqu'il peut offrir aux pays enclavés un accès aux mers ouvertes (Golfe persique et Mer d'Oman) et une route plus courte et moins chère pour le transit des hydrocarbures à destination des marchés d'Asie. Toutefois, la politique américaine a longtemps bloqué cette possibilité, même si certains investissements d'outre-atlantique réalisés au mépris de l'embargo n'ont pas toujours été sanctionnés par l'administration américaine.

Avec le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, les intérêts économiques ou les affinités culturelles favorisent le développement de projets communs, mais la politique de Téhéran reste entravée par trois obstacles : les positions idéologiques du régime, qui indisposent les dirigeants des républiques, des moyens financiers et économiques trop modestes, et l'isolement politique de Téhéran sur la scène internationale.

Ainsi, soucieux de ménager la Russie dont elle a besoin par ailleurs, l'Iran s'est gardé de s'engouffrer en Asie centrale malgré l'ouverture que lui permettait l'effondrement soviétique de 1991. Il entretient de bonnes relations avec tous les acteurs, locaux et régionaux, une alliance fidèle avec le Turkménistan –sa voie d'accès vers toute l'Asie centrale- et se garde de tout déploiement militaire intempestif tout en suivant de près l'évolution du dispositif militaire américain qu'il ressent comme une menace.

b) La Turquie

La Turquie n'a pas actuellement une politique ambitieuse dans la région.

Dans le discours américain, elle est présentée aux républiques centrasiatiques en pleine construction nationale comme un modèle de république musulmane, laïque et

démocratique, occidentalisée et économiquement développée, et ne parvient pas à les attirer réellement. Pourquoi remplacer un grand frère russe par un grand frère turc?

Considérée par les russes comme la tête de pont de l'OTAN dans la région, elle n'a pas les moyens d'offrir de garanties militaires propres, tout au moins indépendantes de l'Alliance. Elle fonde donc son influence sur des facteurs économiques et énergétiques comme l'oléoduc BTC, ou l'Agence turque pour la coopération technique et l'économie (TIKA) créée en 1992. elle fournit aux nouveaux états une aide variée dans le développement d'une économie indépendante et encourage les investisseurs privés turcs à développer leurs affaires en Asie centrale. En 98, 4000 entreprises privées ou publiques y étaient implantées. Les organisations islamiques turques et les confréries religieuses sont également très actives.

Toutefois, la concurrence d'autres acteurs économiquement plus puissants (UE, Israël, Japon), le souci de respecter les intérêts de Moscou et de Téhéran qui se partagent l'approvisionnement énergétique de la Turquie et les tiraillements au sein du pouvoir turc sur ce dossier ont forcé Ankara à revoir ses ambitions à la baisse.

Tous avides de ressources, les acteurs extérieurs de la zone dévoilent leurs appétits en fonction de leurs moyens et de leurs contraintes diplomatiques. Pour l'Iran et la Turquie, c'est la voie économique, voire religieuse ou culturelle, qui peut permettre de se maintenir dans la région. La Russie et la Chine peuvent, elles, jouer sur la dimension de sécurité et la présence de forces militaires crédibles installées sur place. Pour les Etats-Unis qui distribuent une manne financière très appréciée à travers leurs investissements énergétiques, leur politique de coopération multiforme et leur dispositif militaire, l'implantation semble se durcir. Il leur reste à convaincre de leur volonté de stabiliser durablement la région.

225. Des intérêts divergents, qui n'empêchent pas des alliances de circonstance

a) Convergence USA-Russie

Après le 11 septembre, V.Poutine qui s'empresse de proposer son aide dans la guerre contre le terrorisme encourage les états centrasiatiques à être coopératifs avec les Américains. Considérant sa relative faiblesse sur place, il envisage l'implication américaine comme potentiellement stabilisatrice pour la région, sans toutefois l'abandonner à Washington (cf. discours sur l'état de la Fédération du 18 avril 2005).

Cette détente sur un sujet aussi tabou pour les russes que le contrôle de la CEI permet d'envisager d'autres coopérations dans le domaine de la sécurité : prévenir "l'afghanisation" de la région, diminuer le terrorisme islamique, lutter contre les trafics. Tout en reconnaissant le TSC, les Etats-Unis ont encouragé les échanges des états centrasiatiques avec l'OTAN à travers le Partenariat pour la paix qui a été favorablement accueilli pour renforcer et moderniser les armées nationales.

Même si Poutine n'apprécie guère l'embellie des relations américaines dans la région, il n'a guère les moyens de s'opposer à la projections de puissance américaine et vise avant tout le redressement économique de son pays, son entrée à l'OMC et le rétablissement de son prestige international, toutes choses pour lesquelles la coopération avec l'Occident est nécessaire.

b) Alliance Russie-Chine : vers un "partenariat stratégique" ?

L'expression, mal définie en français, ne tient plus aujourd'hui de la formule incantatoire et recouvre une réalité concrète. En effet, plus que des rapprochements permis par une certaine communauté de vues entre Moscou et Pékin sur des dossiers importants, une réelle alliance stratégique de fait semble se dessiner, malgré certains intérêts qui restent antagonistes. Dans le passé certaines alliances ponctuelles ont pu être conclues, y compris sur des questions sensibles comme le transport d'hydrocarbures ou la sécurité régionale. C'est tout le sens donné à l'acheminement du gaz et du pétrole russe via le Kazakhstan en direction de la Chine et du Japon, ou la vente d'armement russe aux chinois, qu'il s'agisse du domaine aéronautique ou de sous-marins. Cette voie semble s'accentuer aujourd'hui.

Pour les deux capitales, l'expansion de l'OTAN vers l'est et l'entrisme américain en Asie centrale sont une menace potentielle ; de même leur sentiment partagé d'inconfort et de faiblesse diplomatique dans un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis les rapproche, en dépit des courants d'opinion internes qui, à Pékin comme à Moscou, mettent en doute la pertinence d'un rapprochement avec "l'autre grand". La transformation de l'OCS annoncée en janvier 2002 à Pékin, d'un forum de promotion du commerce traitant incidemment de démilitarisation des frontières en une structure de sécurité régionale capable de mener une coopération antiterroriste suivie constitue une autre manifestation de ces efforts concertés pour limiter l'empreinte américaine dans la région.

La faiblesse politique et militaire des uns, jointe à de réelles difficultés d'économie et de sécurité, aux portes d'autres acteurs puissants, avides de ressources ou de reconnaissance internationale, ne risque-t-elle pas d'être exploitée dans des proportions excessives ?

23. Y a-t-il un risque de voir instrumentalisée cette région ?

Sous le prétexte de sérieuses difficultés intérieures au sein des jeunes républiques, un grand voisin pourrait s'imposer plus ou moins ouvertement comme "parrain" de l'une d'elles, convoitée pour ses ressources (Kazakhstan, Turkménistan), sa position stratégique (Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan) ou toute autre raison. Les scénarii prospectifs ne manquent pas ; relevons deux hypothèses parmi l'éventail des possibles.

231. L'hypothèse d'une mise sous tutelle progressive ?

La poussée chinoise en direction du Kirghizstan relevée sous de multiples formes depuis 2004 pourrait être interprétée comme une conquête masquée et pacifique d'un nouveau territoire, convoité pour sa position stratégique de porte d'entrée vers l'ensemble de l'Asie centrale, à portée de ses ressources et disponible pour atteindre les marchés centrasiatiques.

Les contacts nombreux noués entre les deux pays à travers l'OCS ont facilité les coopérations de sécurité, comme les manœuvres communes réalisées en 2002 par les gardes frontières des deux pays.

Economiquement, la République populaire peut depuis son entrée à l'Organisation Mondiale du Commerce, déverser ses produits massivement sur le Kirghizstan, et même utiliser le pays comme une plate forme relais pour ses produits qui sont réexportés avec l'appellation "made in Kirghizstan"²⁵., sans compter, sur le plan des ressources, les travaux énormes de voies ferrées, de routes terrestres ou de voies d'exportations d'hydrocarbures vers la Chine qui sont l'objet de fortes pressions chinoises sur le Kirghizstan.

Culturellement, l'ouverture d'une faculté de chinois à Bichkek, ou la diffusion depuis la Chine d'émission en kirghize sur "radio fenêtre de chine" à destination des kirghizes du Turkestan occidental sont des indices supplémentaires d'une pression exercée en douceur, mais par tous les moyens disponibles.

232. L'hypothèse d'une déstabilisation locale visant à légitimer une intervention "humanitaire"?

En cas de résistance des Etats, une minorité opprimée peut appeler à l'aide un grand voisin et légitimer une intervention. Pour peu qu'un Etat en ait la volonté, il ne manque pas non plus de motifs dans la zone pour lancer une tension sur les ressources (eau, gaz,

²⁵ R.Cagnat, in *Asie centrale, la poudrière et les allumettes*, Défense Nationale, avril 2005

charbon) débouchant sur une crise régionale, voire un drame humanitaire et fournissant le prétexte à une intervention plus ou moins directe dans cette zone.

Un scénario de guerre de l'eau n'est pas inenvisageable. La région est dépendante à 90% des ressources provenant de l'Amou Daria et du Syr Daria. L'organisation soviétique de l'exploitation des ressources a imposé aux états de l'empire une spécialisation forcée, à grands coups de plans d'irrigation gigantesques; les barrages géants devaient l'hiver alimenter en électricité le Tadjikistan et le Kirghizstan (en amont) et l'été fournir l'eau nécessaire à l'agriculture de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et du sud du Kazakhstan.

L'ampleur des travaux et leur centralisation ont rapidement fait perdre de vue l'efficacité réelle du dispositif qui n'acheminait aux cultures que 40% de l'eau prévue, du fait des fuites et de l'évaporation dans un réseau aux conduits non chemisés. L'épuisement progressif des affluents des deux fleuves principaux²⁶ et celui de la mer d'Aral aboutissent aujourd'hui, outre les catastrophes écologiques d'ampleur régionale, à un risque fort de pénurie hydrique si une gestion concertée des ressources n'est pas adoptée.

Or l'indépendance des Etats a compliqué une telle gestion : le Tadjikistan et le Kirghizstan, face à des coûts d'exploitation et d'entretien des barrages excessifs pour eux, ont reporté une partie de ces charges sur l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour l'eau consommée en aval, provoquant une tension régionale. Aujourd'hui encore, l'Ouzbékistan bloque son exportation de gaz vers le Kirghizstan en réplique à l'assèchement de champs de coton qui ne trouvent plus l'irrigation estivale nécessaire quand Bichkek pompe en amont à des fins hydroélectriques...²⁷

La reconstruction de l'Afghanistan, et en particulier le remplacement de la culture lucrative de l'opium par des exploitations vivrières, nécessiterait dans l'avenir un investissement en eau qui ne fera qu'accroître la tension sur les affluents en amont de l'Amou Daria en Asie centrale. De son côté le Turkménistan prévoit de construire le "Lac de l'Age d'or" à l'est d'Achkhabad, qui retiendrait 150 millions de m² d'eau de l'Amou Daria, malgré les attentes de l'Ouzbékistan et du nord de l'Afghanistan sur cette ressource²⁸.

Même si une guerre de l'eau régionale paraît peu envisageable, les tensions entre Etats sur ces questions de ressources sont des motifs suffisants pour provoquer une

²⁶ Certaines études prétendent que les glaciers qui approvisionnent les principaux cours d'eau pourraient avoir disparu dans une vingtaine d'années. In *IISS Military Balance 2003-2004*, p.141

²⁷ Le même type de tensions existe entre le Kazakhstan (fournisseur de charbon) et le Kirghizstan (son fournisseur d'eau et d'électricité) qui dépend d'un accès aux routes kazakhes pour une part de ses exportations.

²⁸ In *IISS Military Balance 200'-2005*, p141

déstabilisation locale et l'intervention d'une puissance qui se poserait en "arbitre", avant de glisser insensiblement vers une mise sous tutelle de la république convoitée...

Un préalable à une telle action expansionniste, serait d'évincer les américains d'Asie centrale : c'est ce que peuvent chercher à l'occasion, pour d'autres raisons sans doute, le trio d'intérêts sino-russo-iranien.

Chapitre 3. Quelles parades pour contrer ces risques de déstabilisation ?

Les efforts de coopération occidentale sont-ils efficaces et suffisants ? La coopération régionale, et plus spécialement la coopération militaire, est-elle une voie à encourager pour stabiliser la région ? D'autres voies de coopération, bilatérales notamment, sont-elles à rechercher ?

Malgré leur nationalisme parfois ombrageux, les jeunes Républiques savent que leur meilleure chance de faire face aux problèmes sécuritaires, mais aussi économiques, passe par l'action multilatérale. Leur soif de reconnaissance internationale au lendemain de leur indépendance les a naturellement engagés sur la voie de l'adhésion aux organisations internationales et aux structures de coopération régionale. Leur souci de l'avenir les maintient sur le cap des coopérations bilatérales ou multilatérales, selon ce qui leur apparaît le plus avantageux pour leur sécurité mais aussi leur développement économique.

31 La coopération régionale : une voie crédible ?

Désireux d'établir des liens nouveaux avec les autres Etats anciennement soviétiques, de profiter des privilèges accordés aux états de l'ex-URSS, ou plus simplement d'affermir leur position économique par le recours à un regroupement régional, les républiques ont d'abord joué le jeu des structures de coopération proposées dans les domaines économique et politique. Puis, devant leurs soucis de sécurité immédiats, ils ont eu recours rapidement aux alliances stratégiques et à la coopération militaire, multidirectionnelle au besoin.

311 Les structures régionales sous influence russe :

Le défi pour les trois Grands (USA, RPC, Russie), c'est de savoir répondre à ces besoins et accompagner ces regroupements pour conserver en souplesse une tutelle sur les jeunes républiques et leurs ressources. A ce jeu, la Chine pourrait être à terme la mieux placée.

a) La CEI

Tous les Etats centrasiatiques ont adhéré au traité de sécurité collective de la CEI en mai 1992, à l'exception du Turkménistan qui a opté pour la neutralité. Toutefois la Russie n'est

pas parvenue à réunir l'ensemble des partenaires centrasiatiques autour d'une coopération de sécurité étroite.

Les succès incontestables de la CEI ont été le maintien d'un commandement unique des forces stratégiques et le contrôle unique des armes nucléaires par la Russie. Certaines des cinq républiques participent également au système intégré de défense aérienne de la CEI²⁹. Consolidée par l'Organisation du traité de sécurité collective de 2003 (ODKB), le dispositif reprend le Traité de Tachkent de Sécurité collective (TSC) et regroupe Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan dans un traité de défense mutuelle.

Pour le reste, l'atout militaire de Moscou est mal relayé par un soutien économique ou financier, et son influence s'en trouve réduite. La CEI demeure une structure aux objectifs flous, et le regroupement d'intérêts juxtaposés, souvent divergents, plus qu'un lieu de coopération multilatérale. La majorité des accords signés est restée lettre morte et les intérêts des différentes parties prenantes peinent à s'accorder. Le premier test de sécurité de la CEI, constitué par la gestion du conflit du Tadjikistan, n'a pas été un succès puisque c'est la Russie qui a fourni l'essentiel de l'effort militaire de la CEI pour participer à la stabilisation de la situation : les autres pays ont fourni des troupes pour les unités de maintien de la paix, mais plus symboliques et qui ont été désengagées dès 1998, laissant les forces russes seules au Tadjikistan.

b) Un réseau de coopération bi latérales aléatoires :

En 98, Moscou a accepté l'entrée de l'Ouzbékistan dans la coopération étroite qu'elle entretenait avec Douchanbe. En réalité, ce qui pouvait apparaître initialement aux russes comme une ultime tentative de restaurer leurs liens militaires avec les forces armées les plus conséquentes et les mieux positionnées de la zone, s'est révélé une bonne opération puisque, bien que sortis du TSC de la CEI en 99, les ouzbèks ont renforcé leurs liens bilatéraux avec Moscou en 1999, participé effectivement en 1999 et 2000 aux exercices "anti-terroristes" en commun avec la Russie, le Tadjikistan et le Kirghizstan.

c) Quelle influence réelle de la Russie ?

Pour Olivier Roy, la Russie n'a pas su négocier (...) "le passage d'une structure impériale traditionnelle à la mise en place d'une sphère d'influence stratégique moderne (...) du fait de sa vision néo-impériale, territoriale et militaire de l'influence politique".

Quant à elles, les républiques d'Asie centrale n'entendent pas restaurer l'ancien Empire à travers la CEI ou tout autre alliance dominée exclusivement par elle. Elles ont adopté au début des années 90 une position de coopération prudente pour garantir la protection de leur frontière avec l'Afghanistan (Tadjikistan et Kirghizstan) ou pour éviter l'éclatement du

²⁹ Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan

pays (Kazakhstan) ; elles n'entendent pas pour autant se lier les mains avec les russes qui eux-mêmes ont du revu leurs prétentions d'un contrôle exclusif de la zone au point de diminuer leur implication sur les frontières méridionales de la CEI, comme en témoigne le retrait en 2006 des garde-frontières russes du Tadjikistan.

312 Les organisations sous influence américaine :

Dès 1995, une initiative kazakhe, kirghize et ouzbèke encouragée par les Etats-Unis a débouché sur la création d'un bataillon de maintien de la paix "Centrasbat". Mais c'est avec le GUAM³⁰ que les Américains entrent réellement au titre d'une organisation multilatérale dans la région. Ce sera le seul regroupement créé dans l'espace de la CEI avec leur bienveillance, mais il ne devient centrasiatique qu'avec l'entrée tardive de l'Ouzbékistan...qui le quitte finalement en juin 2002, à la satisfaction de la Russie. Dans l'intervalle, ce regroupement sans grande unité en raison de sa discontinuité géographique et des divergences géopolitiques au sein de ses membres devait permettre aux républiques musulmanes de résister à la pression russe, sur la détermination des tracés d'oléoducs notamment.

Mais les américains privilégient les coopérations bilatérales. Le rattachement de l'Asie centrale à CENTCOM en 1999 avait marqué un renforcement de la coopération de défense américaine dans la région. Après 2001, les coopérations amorcées bien souvent par le biais de l'OTAN (voir §32) se renforcent au niveau bilatéral. Leur implantation militaire s'est réalisée rapidement au Kirghizstan (Manas) et en Ouzbékistan, même si la base de Khanabad a finalement dû être évacuée à la suite de la crise des relations avec Tachkent en 2005.

Autorisés par le Freedom Support Act de 2000³¹ des programmes d'assistance et de coopération sont établis pour tous les pays de la zone, la priorité étant donnée à l'Ouzbékistan et au Kazakhstan. Pour l'Ouzbékistan en 2002, les livraisons d'armement la formation et l'équipement des forces spéciales et des gardes frontières atteignent 100 Millions US Au Kazakhstan la vente d'armes et les crédits sur l'achat de matériel voisinent avec des investissements énormes des majors, notamment Chevron Texaco, pour l'amélioration des capacités d'exportation des champs pétrolifères de Tenguz.

La diplomatie américaine s'appuie très nettement aujourd'hui sur les ONG et les fondations privées, qui s'impliquent fortement en Asie centrale comme dans le reste de

³⁰ Organisation incluant Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie, devenue le GUUAM avec l'adhésion de l'Ouzbékistan

³¹ Il inclut plusieurs programmes d'assistance, le Foreign Military Financing (FMF), l'International Military Education and Training (IMET), Export Control and related Border Security Assistance (EXBS), Excess Defense Articles (EDA)

l'espace post-soviétique. La Freedom House et la fondation Soros, encouragées par Washington pour leur action de développement des pays en transition³², sont particulièrement actives en Asie centrale et semblent avoir joué un rôle important dans le soutien de la "Révolution des tulipes" au Kirghizstan. La Fondation Soros soutient ouvertement aujourd'hui l'organisation de jeunesse *Kahar* (Fureur) au Kazakhstan qui lutte contre le pouvoir du président Nazarbaiev.

313 Les organisations sous la férule chinoise :

Créée en 1996 sous le nom de Shanghai Five³³, l'Organisation de Coopération de Shanghai est rejointe par l'Ouzbékistan en 2001 : c'est la première action concertée en dehors de la CEI pour créer un cadre de sécurité en Asie centrale. Elle vise à lutter contre l'extrémisme, le terrorisme et le séparatisme, favorise la concertation et le règlement de désaccords entre ses membres, comme par exemple le règlement des contentieux frontaliers entre la Chine et les Etats centrasiatiques.

Hormis la question des frontières, son efficacité reste limitée comme forum de concertation multilatérale, en revanche elle a favorisé un rapprochement significatif entre la Russie et la Chine. Son secrétariat, installé à Pékin depuis 2002, est devenu permanent en 2005. Cantonnée souvent à des déclarations ponctuelles comme sa prise de position très ferme du 5 juillet 2005 sur l'entrisme américain, elle a déçu ses membres dans le traitement de la menace sécuritaire des mouvements islamistes, en se limitant à la création d'une structure régionale antiterroriste à Bichkek.

Néanmoins, parmi les trois acteurs étatiques, la Chine reste encore la mieux placée pour convaincre les partenaires centrasiatiques dans des coopérations multilatérales dans l'avenir, car la Russie -malgré l'antériorité de son dispositif- peine à se défaire de son image d'ex-colonisateur tandis que les Etats-Unis peinent un peu à convaincre de leur volonté à rester dans la région : jugés trop éloignés et pas toujours convaincants dans leur intérêt durable pour l'Asie centrale, ils ont du mal à fédérer autour d'eux les dirigeants, inquiets du maintien des équilibres actuels, et qui de surcroît rechignent à leur donner des gages d'avancées démocratiques.

Mais il faut compter aujourd'hui avec une autre forme de coopération, plus ciblée sur les questions abordées, plus pragmatique et parfois géographiquement plus large.

³² Au titre de la National Endowment for Democracy (NED)

³³ Comprenant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan

314 Vers un renouveau pour les coopérations régionales ?

Devant le relatif échec des coopérations lancées par une ou plusieurs puissances dominantes, des coopérations multilatérales renaissent sous d'autres formes, géographiquement plus larges, parfois plus ciblées quant à leur objet. Qu'il s'agisse de l'Organisation de la coopération économique³⁴ ou de la Conférence sur la coopération mutuelle et les mesures de confiance en Asie³⁵, de telles initiatives pourraient mieux répondre aux problèmes aigus de la région, comme la reconstruction afghane, ou la gestion de l'assèchement de la Mer d'Aral et redynamiser du même coup le dialogue multilatéral.

Le Conseil des présidents des républiques d'Asie centrale et du Kazakhstan avait été créé³⁶ en 1992 pour gérer la pénurie d'eau dans le bassin de la mer d'Aral. Remis à l'honneur en 2000, il permet une coordination entre les républiques pour absorber les différences de débit des eaux en recourant à des stockages et des lâchers concertés. La lutte contre les gaspillages se traduit par l'instauration de seuils de consommation fixés aux exploitants agricoles, et le recours aux amendes. Des accords signés depuis 2003 et des initiatives prises par les jeunes républiques montrent l'efficacité que l'on peut attendre de coopérations bilatérales ciblées et pragmatiques. Là où les programmes de la Banque mondiale, de l'UE ou de l'Agence américaine pour le développement n'ont pas apporté de progrès, la concertation directe entre les pays souverains peut donner des résultats.

D'autres projets d'association intéressent les territoires d'Asie centrale, comme le projet de traité des cinq pour la création d'une Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN), ou au-delà des États indépendants, les projets qui intéressent des territoires appartenant à des États situés aux marges de la région³⁷.

Néanmoins, si les problèmes centrasiatiques les plus aigus sont parfois mieux réglés par une concertation directe entre les intéressés, les républiques centrasiatiques attendent beaucoup de l'extérieur, en terme de moyens notamment.

32. Les efforts de coopération militaire occidentale :

321. L'OTAN

³⁴ Redynamisée en 1992, elle rassemble les Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan et l'Ouzbékistan depuis 2001.

³⁵ Créée à l'initiative du Kazakhstan, elle réunit tous les États qui ont des intérêts en Asie centrale, excepté le Turkménistan.

³⁶ A. Chauprade in *Les cahiers de Mars*, n°177, 2^e trim 2003, pp. 66 à 75

³⁷ *Revue Risques et management international* - n°2, l'Harmattan - sept 2003

Au début des années 90, la préoccupation majeure de l'OTAN était de débarrasser cette zone de l'arsenal d'armes de destruction massive qu'elle contenait. Avec les derniers transferts réalisés en 1995, ce souci s'estompe et l'action des pays de l'OTAN peut s'inscrire dans une stratégie de stabilisation de la zone eurasiatique par la consolidation de la souveraineté des pays, la démocratisation des gouvernements et des sociétés, le développement d'économies de marché.

L'accès des républiques au partenariat pour la paix (1994-1997), puis au Processus de planification et de revue du partenariat (PARP)³⁸ depuis 2002 permet de cibler précisément les efforts de réforme. Il donne des résultats contrastés selon les nations et leurs intérêts.

Parmi les partenaires du PfP en Asie centrale, le Kazakhstan semble le plus avancé, bien qu'il mène une politique étrangère à pôles multiples, entre l'OTAN, l'UE, la RPC et la Russie. De ce fait, soucieux de maintenir l'équilibre avec les grands voisins, il souhaite développer une relation individualisée avec l'Alliance atlantique, dans le cadre de la relation 26+1, sans pour autant souhaiter devenir membre de l'Alliance. En outre, il se pose en concurrent direct de l'Ouzbékistan comme chef de file des partenaires centrasiatiques, au point de refuser sa participation au centre d'entraînement du partenariat à Tachkent et de proposer de son côté l'établissement à Almaty d'un bureau du partenariat et d'un centre de coordination pour la planification civile d'urgence.

A l'intérieur, le Kazakhstan met l'accent sur la modernisation de ses forces armées par l'amélioration des infrastructures de formation et de systèmes de communication, le contre-terrorisme, la protection de l'environnement. Il a ainsi présenté en 2005 son plan d'action individualisé du partenariat (IPAP) et s'intéresse de près au partenariat contre le terrorisme initié en 2002 lors du sommet de Prague ; il semble enfin vouloir répondre favorablement à l'initiative française de plan d'action du partenariat sur l'établissement des institutions de défense.

Le sommet d'Istanbul a d'ailleurs placé la "réforme de défense", c'est-à-dire le contrôle démocratique des forces armées et l'acquisition d'une culture de planification de défense, parmi les objectifs de coopération à développer entre l'Alliance et les partenaires. Les travaux menés dans le cadre du PfP ont montré tout l'intérêt que représente, pour les républiques centrasiatiques, une formation à la planification de défense. L'Alliance ne pouvant fournir elle-même qu'une fonction de conseil, il faut recourir aux armées nationales par le biais de coopérations bilatérales pour poursuivre une telle action.

³⁸ Planning Agenda Review Process : entrées du Kazakhstan et Ouzbékistan en 2002

Depuis son adhésion, le Kazakhstan bénéficie également des activités du programme scientifique de l'OTAN, tant dans le domaine de l'infrastructure de recherche à travers le programme "route de la soie virtuelle", que dans celui du programme Science pour la paix où il s'est associé à plusieurs reprises avec des scientifiques des pays de l'OTAN.

L'exemple du Kazakhstan illustre bien les possibilités occidentales de stabilisation d'un Etat aux ressources limitées, mais désireux de garantir son indépendance ; le pays bénéficie il est vrai d'un essor économique lié à ses ressources propres et d'un intérêt véritable de l'Occident qui lui vaut des coopérations bilatérales fructueuses avec des membres de l'alliance, comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la Turquie, c'est-à-dire des possibilités de réformes internes, de développement et de visibilité internationale.

322. L'OSCE

Parmi les voies 'médianes' politico-militaires qui s'offrent aux cinq républiques pour faire face aux défis de sécurité actuels, l'OSCE est la plus ancienne, qui les a accueilli dès 1992, mais elle est aussi très contestée.

Bien qu'elle ait apporté sa garantie à l'Accord de paix qui a mis fin à la guerre civile au Tadjikistan en 1997 et qu'elle contribue encore à la reconstruction de ce pays, elle est décriée, principalement par l'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui ont les positions les plus restrictives sur ses actions en faveur du pluralisme politique et des Droits de l'homme. Désireux de voir l'Organisation s'impliquer davantage sur les dossiers de sécurité les plus sensibles comme la lutte contre le terrorisme et les trafics, la gestion des déchets nucléaires entreposés sur l'ancien site d'essais de Semipalatinsk (Kazakhstan, cf. carte en annexe), ou la disparition de la mer d'Aral, les Etats coopèrent a minima sur les dossiers politiques. L'évolution du Kirghizstan, qui était jusque là le partenaire le plus allant pour amorcer une transition démocratique, a connu depuis la révolution des tulipes, semble donner raisons aux dirigeants centrasiatiques qui refusent d'engager des réformes qui fragiliseraient leur pouvoir.

Néanmoins, le dialogue entre l'organisation et les cinq républiques est vivace et entretenu, en particulier sur les questions de développement économique ou d'environnement qui, de l'avis des membres régionaux, sont le préalable indispensable à l'essor des Droits de l'homme dans la région...ce qui maintient du même coup l'accès pour les états membres aux institutions internationales pourvoyeuses d'aides, telles que la Banque mondiale, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), ou l'UE.

324. L'Union Européenne

En application de la "stratégie Solana", l'UE vise, par sa présence en Asie centrale, à étendre sa zone de sécurité autour de l'Europe. Elle a manifesté un nouvel intérêt pour cette zone en juillet 2005 en nommant un Haut représentant spécial pour l'Asie centrale, l'Ambassadeur slovaque Jan Kubis, qui n'est autre que l'ancien Secrétaire général de l'OSCE.

La stabilité semble vitale à l'UE puisqu'elle seule peut permettre le développement des investissements nécessaires pour l'exploitation et l'évacuation des ressources, notamment vers l'Europe ; elle seule peut préserver la zone des trafics, du crime organisé et de l'extrémisme violent, dont les prolongements peuvent aisément affecter l'Europe, comme le montre le transit des drogues en provenance d'Afghanistan.

Conformément aux priorités des Etats membres (développement de l'Etat de droit et réformes politiques, amélioration de la sécurité et du contrôle aux frontières, encouragement des investissements étrangers par l'aide à la mise en place d'un cadre juridique favorable), l'UE a développé des accords de partenariat et de coopération avec les cinq républiques.

Dans le domaine de l'environnement, l'UE encourage les cinq républiques à développer les travaux d'aménagement du bassin de la mer d'Aral en (poussant la Bque mondiale?)

Dans le domaine sécuritaire, son action se développe notamment à travers le programme BOMCA³⁹ de soutien à la sécurisation des frontières. Au Tadjikistan un centre de formation a été ouvert qui doit accueillir les unités de gardes-frontières, mais aussi des unités des forces terrestres de la région souvent dévolues à ces missions. La France participe à ce programme de l'UE, sous la forme d'assistance et de conseil.

325. La France : participation actuelle et perspectives

La coopération militaire française dans cette région est récente et directement liée à notre participation à l'Opération Enduring Freedom en Afghanistan. La présence militaire française qui se limitait jusque là à trois postes d'attachés de défense, s'est rapidement étendue aux cinq Etats, et à un dispositif militaire de soutien de l'opération Héraclès au Kirghizstan et au Tadjikistan.

³⁹ Border Management in Central Asia

Bien acceptée par trois des cinq jeunes républiques⁴⁰, notre présence militaire dans la région constitue un atout indéniable et la base de développement pour une coopération future, non seulement dans le domaine militaire, mais aussi industriel et plus largement économique. Il manque toutefois une volonté politique et une vision à long terme pour coordonner les acteurs institutionnels et privés, civils et militaires, afin de réaliser une stratégie d'influence efficace qui contribue à la stabilité régionale et à nos intérêts.

a) Point de situation de la présence française :

Militairement, notre coopération est de faible ampleur, mais rentable. Elle se concentre principalement sur le Tadjikistan et le Kirghizstan, qui accueillent à Douchanbe et Manas, les deux plates-formes aériennes établies pour le soutien de nos forces en Afghanistan. Les armées françaises conduisent avec ces deux pays des coopérations de "compensation" qui permettent le maintien de notre dispositif à peu de frais, et même son renforcement le cas échéant. Ainsi, le climat de confiance entretenu par la coopération militaire depuis quatre ans a permis à la France d'engager des moyens aériens supplémentaires à partir de ces deux pays, en soutien de l'ISAF, en particulier en 2005, dans la phase délicate des élections afghanes.

Cette coopération a été initiée en 2003 par la formation des troupes de montagne locales, qu'il s'agisse de cadres formés en France ou d'unités entraînées sur place par des détachements d'instruction français. La coopération montagne se poursuit⁴¹, et les rapports se développent avec des formations plus variées, comme celles ouvertes au Kazakhstan pour la formation de plongeurs démineurs destinés aux plates-formes offshore de Caspienne, ou le développement d'un centre national de vérification des armements, ouvert à Douchanbe en septembre 2005, après trois ans de montée en puissance en relation avec l'Unité Française de Vérification des armements de Creil. Cette dernière action s'effectue d'ailleurs en contact étroit avec la représentation de l'OSCE à Douchanbe.

Avec ces trois partenaires, de nombreuses coopérations se développent, qui sont peu onéreuses car limitées en effectif et très ciblées sur les besoins réels des jeunes républiques (déminage, santé, contrôle des frontières). Elles peuvent aussi déboucher sur des projets industriels en commun, dans le secteur de l'armement, comme au Kazakhstan, pays qui est en relation avec Sagem, Thalès et EADS.

⁴⁰ Le Turkménistan neutre, n'entend pas développer de coopération militaire, et l'Ouzbékistan objet de l'embargo de l'UE et de l'OTAN depuis les événements d'Andijan, a diminué ses relations militaires avec la France.

⁴¹ Les troupes de montagne tadjikes et kirghizes sont désormais intégrées au cycle de formation organisé depuis mai 2005 dans les Alpes françaises au profit des pays russophones (Géorgie, Ukraine, Russie)

Dans le domaine de la culture, outre l'enseignement du français qui est traditionnellement recherché par la DCMD⁴², une formation à la planification de défense pourrait aboutir en 2006 pour des officiers supérieurs des Etats-majors des forces armées : initiés via l'OTAN, les contacts font apparaître dans ce domaine un besoin que la France peut satisfaire en utilisant un outil de formation approprié pour nos partenaires centrasiatiques, l'exercice Kimono mis au point par le Collège Interarmées de Défense.

Economiquement, notre présence est encore très limitée en Asie centrale. Des réseaux économiques se mettent en place, au Kazakhstan et au Turkménistan en particulier avec certaines grandes entreprises ; mais ils sont encore faibles, et très en deçà des possibilités qu'offrent les besoins immenses de la région en désenclavement des ressources, en modernisation et en diversification des économies locales ou en protection de l'environnement. Parmi les fournisseurs étrangers sur place, la France se positionne entre le neuvième et le quinzième rang, et sa place en tant qu'investisseur se situe sensiblement au même niveau.

b) Pourquoi un tel retard ?

L'implantation française dans cette zone est récente et nos intérêts stratégiques, s'ils paraissent faibles, sont surtout méconnus ...alors qu'ils recoupent très largement les intérêts européens mis au jour par la "stratégie Solana" : un intérêt stratégique indirect mais des intérêts économiques directs et non négligeables. Diplomatiquement, le souci légitime de ne pas déséquilibrer nos relations avec les Grands acteurs de la région nous fait placer au second plan une consolidation politique et économique de notre position nationale au point que les autorités françaises ne s'y intéressent guère. Hormis le Sénateur de Montesquiou qui prêche abondamment pour un investissement politique réel en Asie centrale, les politiques français ignorent cette zone. La France ne semble pas prête à s'engager financièrement, politiquement, ou diplomatiquement dans une région qui paraît encore trop instable.

Il est vrai que la France veille au maintien d'une relation équilibrée avec la Russie d'une part et avec la Chine d'autre part. Elle cherche également à restaurer ses relations avec les Etats-Unis sans isoler la Russie. In fine, la ligne française consiste à se positionner comme un fidèle participant de la coalition antiterroriste, tout en encourageant les jeunes républiques à l'ouverture vers plus de démocratie, le tout sans effrayer les grands voisins ! Elle se veut en outre solidaire de l'UE, de l'OSCE et de l'OTAN pour une gestion globale de la situation régionale.

Certes, la France cherche à préserver la place qu'elle a acquise dans la région dans le cadre de l'engagement français en Afghanistan, ne serait-ce que pour poursuivre sa

⁴² Direction de la Coopération Militaire de Défense, dépendante du Ministère des Affaires Etrangères

contribution aux opérations de la coalition anti-terroriste. Comme ses alliés américain ou allemand, qui ont dû récemment revoir leur présence en Ouzbékistan⁴³, ses implantations au Tadjikistan et au Kirghizstan ne sont pas garanties et restent dépendantes de la bonne volonté des autorités locales et sans doute du bon vouloir russe. La coopération bilatérale civile et militaire reste donc à l'ordre du jour, mais sans zèle excessif.

c) Quelles perspectives pour la France ?

Objets de marchandages et de luttes d'influence au niveau mondial, ces républiques souhaitent diversifier leurs relations avec l'Occident, tout en conservant les liens tissés avec des organisation telles que l'OTAN, la BERD, le FMI ou l'OSCE.

Parmi les premiers à avoir reconnu l'accession de ces jeunes états à l'indépendance en 1992, notre pays dispose d'atouts, à commencer par sa crédibilité internationale, fondée sur une stature diplomatique d'Etat impartial, économiquement puissant et militairement reconnu. La France peut proposer une alternative à des alliances exclusives avec des voisins qui ont tendance à l'entrisme, ou apporter un rééquilibrage dans une relation trop exclusive avec les Etats-Unis.

Sans forcément faire plus, il s'agit pour la France de faire mieux ! En particulier la présence française, qui est un fait, doit s'accompagner d'une redéfinition de nos objectifs dans la région : cette étape, qui a été réalisée dans le cadre de notre coopération militaire, révèle des objectifs a minima, c'est-à-dire le soutien de nos opérations en cours en Afghanistan et la participation aux programmes de stabilisation régionale de l'UE. Mais en l'absence d'une démarche similaire au niveau interministériel, notre stratégie de présence s'effectue sans concertation au niveau économique, culturel, environnemental...avec peu d'ambition et de vision à long terme.

Dans l'avenir, la présence française pourrait se développer autour de quatre directions majeures, qui toutes offriraient aux républiques centrasiatique une alternative à leur dépendance vis-à-vis des puissances régionales :

la participation au désenclavement des ressources énergétiques et au transport des marchandises en valorisant d'une part l'expertise technique des entreprises françaises avec le soutien de notre diplomatie.

la mise en place d'une coopération visant à favoriser la diversification économique des républiques centrasiatiques qui sont fragilisées structurellement par la spécialisation de l'ère soviétique

la participation aux grands travaux de protection de l'environnement, dans les domaines de l'irrigation et de la production hydroélectriques

le renforcement de la sécurité intérieure et extérieure de ces pays, en accentuant notre effort sur les projets de surveillance des frontières et de lutte contre le terrorisme.

⁴³ Le déploiement américain sur la base de Kant a pris fin le 21 novembre 2005, la présence allemande est pour le moment maintenue à Termez même si l'effectif se réduit de 30% entre 2005 et 2006.

Pour concilier son souci de préservation des équilibres internationaux avec ses intérêts dans la région, la France peut mener une telle stratégie en coopérant sur le plan industriel avec la Russie ou la Chine par le biais de joint ventures ou la sous traitance, et sur le plan de la sécurité en concertation avec les Etats-Unis, dans le cadre notamment des actions développées au profit des membres du Pfp.

Militairement, la coopération française a sans doute atteint son volume maximum, compte tenu des moyens financiers à notre disposition. Cependant, compte tenu des besoins des partenaires asiatiques qui, on l'a vu, sont autant du domaine de nos forces de police que des forces armées, l'articulation de notre représentation dans le domaine de la sécurité en Asie centrale peut sans doute être améliorée.

X X

X

CONCLUSION

Les républiques d'Asie centrale ne peuvent faire face seules à leurs propres défis de sécurité et elles l'ont bien compris. Il est vrai que l'environnement montagneux pèse de façon contraignante sur nombre de leurs problèmes de sécurité, comme le contrôle des frontières, la sécurité des transports d'énergie et des ressources, la lutte contre les trafics et le crime organisé, pour ces armées qui sont loin d'avoir les moyens de l'époque soviétique.

Mais les défis de sécurité de ces armées seraient eux-mêmes plus abordables s'ils n'étaient imbriqués avec les problèmes de construction de ces jeunes Etats, et avec leur positionnement de fait au coeur d'une zone d'enjeux stratégiques.

En 15 ans, les armées d'Asie centrale ont du absorber le départ des cadres russes et ukrainiens et s'attachent à présent à restaurer leur outil de défense national. Encore peu autonomes pour leur propre sécurité aux frontières, et dépendantes d'aides extérieures pour construire leur sécurité intérieure, les cinq républiques n'ont figé ni leur doctrine ni leurs alliances. Le "partage du fardeau" de sécurité à plusieurs peut s'envisager, notamment dans le cadre des questions de sécurité qui débordent du territoire de chacun, mais les intérêts divergents des jeunes républiques, et leurs rapports mal stabilisés entre elles entravent une concertation régionale qui peine à dépasser le niveau de coopérations ponctuelles.

Parallèlement, riches de ressources et placées au cœur de luttes d'influence mondiales ; ces républiques font dès lors l'objet de marchandages des grands voisins qui, tantôt les courtisent, tantôt les délaissent selon les caprices de la conjoncture internationale, mais leur laissent espérer le soutien d'un partenaire de rang régional, si ce n'est mondial. Au vu de leurs nombreux problèmes, ces jeunes Etats sont très attirés par la puissance de l'aide des Etats-Unis, mais ils redoutent les contreparties politiques réclamées par Washington, sans parler de l'activisme américain en faveur d'ouvertures démocratiques accélérées. Un soutien occidental diversifié et durable équilibrant à la fois l'influence russe encore dominante et l'énorme puissance chinoise, aurait plutôt leur faveur.

Des partenariats de sécurité combinés avec une aide intéressant leur développement économique sont particulièrement recherchés. Les grands voisins sont bien placés pour offrir un tel soutien, directement ou par l'entremise d'organisations régionales sous leur influence, mais la réticence des jeunes Etats à s'en remettre à un parrain régional permet aux occidentaux d'envisager des possibilités de coopération multiples, qui en participant à la stabilisation de la région, serviraient leurs intérêts économiques. L'Union européenne et la France pour ne citer qu'elles, pourraient ainsi s'engager dans des coopérations fructueuses pour elles-mêmes, et pour ces partenaires.

Nulle doute que de telles coopérations, menées sur fond de (re)-construction de l'appareil de défense autonome des jeunes républiques, mais aussi de restauration de l'autorité de l'Etat, pourront accompagner utilement l'indépendance de ces républiques et des améliorations de la stabilité régionale, avant de favoriser l'émergence d'un espace économiquement viable et démocratique.

Bibliographie

Documents généraux :

- AVIOUTSKI (Viatcheslav), "les nouveaux révolutionnaires", in *Défense nationale*, déc.2005
- BREAULT (Yann), JOLICOEUR (Pierre) et LEVESQUE (Jacques), *La Russie et son empire*, Presses de Sciences po, 2003
- CAGNAT (René), "Asie centrale : la poudrière, les allumettes et les apprentis sorciers", in *Défense nationale*, mai 2005
- CHAUPRADE, (Aymeric), "Géopolitique de l'Asie centrale", *Nouvelle revue d'histoire*, n°5, mars-avril 2003
- DAGUZAN JF & LOROT P, *L'Asie centrale après la guerre contre la terreur*, L'Harmattan 2004 (ouvrage collectif sous la direction de)
- DENECE (Eric), *Guerre secrète contre Al Quaida*, ELLIPSES 2002
- CHALIAND (Gérard), *Atlas du nouvel ordre mondial*, LAFFONT
- GRAU (Lester W.), *The Bear went over the Mountain*, Franck Cass 1991, rééd. 2002, Londres
- HENRARD (guillaume), *Géopolitique du Tadjikistan*, ELLIPSES 2003
- JAN (Michel), *Le voyage en Asie centrale et au Tibet*, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1992
- JUNEAU (Thomas), HERVOUET (Gérard), LASSERRE (Frédéric), *Asie centrale et Caucase : une sécurité mondialisée*, Québec, Canada, 2004 (ouvrage collectif, sous la direction de)
- KALIKA (Arnaud), *La Russie en guerre*, ELLIPSES 2005
- LACOSTE (Yves), *La Russie dix ans après*, in *Hérodote* n°104, 2002
- LACOSTE (Yves), *Géopolitique en montagne*, in *Hérodote* n°107, 2002
- MALET (Emile), "un laboratoire de la mondialisation", in *Défense nationale*, déc.2005
- MONTESQUIOU (Aymeri), "Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale", in *Défense nationale*, déc.2005
- REZA DJALLILI (Mohammad) & KELLNER (Thierry), *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Puf 2001
- RACINE (Jean), *Le cercle de Samarcande*, *Hérodote* n°84, 2° trim 1997
- ROY (Olivier), *L'Asie centrale contemporaine*, Puf 2002 (2°éd)
- ROUX (Jean-Paul), *L'Asie centrale Histoire et civilisations*, FAYARD 1997
- Les cahiers de Mars, n° 177 *l'Asie centrale*, 2° trim. 2003

Documentation spécialisée :

DONNELLY (C.N) "Conceptions soviétiques de la guerre en montagne", in *Revue internationale de défense*, n°6/1980

IISS Military Balance 2004-2005 & Military Balance 2005-2006

POUJOL (Catherine), *Dictionnaire de l'Asie centrale*, ELLIPSES 2001

POUJOL (Catherine), "L'Islam en ASIE CENTRALE : la part des héritages, le prix des transitions", *Les pays de la CEI, notes et études documentaires*, n°51202-03, 30 novembre 1999

ROY (Olivier), *L'échec de l'Islam politique*, Paris, éd du Seuil, oct 1992

ICG Asia report, International Crisi Group n° 38, 11 sept. 2002

Sites internet :

Central asia –Caucasus institute : (www.cacianalyst.org)

Eurasiatnet.org

Fondation pour la recherche stratégique (www.frstrategie.org)

OSCE (www.osce.org)

Asie centrale- CAUCAZ.COM

Central Asia –Caucasus institute and Silk Road Studies Program (www.silkroadstudies.org)

Cultures et conflits (www.conflits.org)

Table des matières

FICHE DOCUMENTAIRE.....	2
SOMMAIRE.....	4
INTRODUCTION.....	5
Chapitre 1. Les défis de sécurité en Asie centrale : permanence et évolution.....	7
11. Des problèmes de sécurité récurrents.....	7
111. Permanences :.....	8
a) Le milieu, un déterminant des opérations :.....	8
b) L'héritage soviétique des armées locales :.....	8
112. Les opérations en milieu montagneux en Asie centrale.....	9
a) La révolte des Basmachi (années 20-30).....	9
b) Afghanistan 78-89.....	10
12. De nouvelles menaces apparaissent :.....	12
121. Les séparatismes ethniques et les mouvements identitaires.....	12
122. Le risque terroriste et la contestation islamiste.....	13
123. L'absence de contrôle des frontières et des territoires.....	14
124. Les trafics de drogue et d'armes.....	15
125. Les autres problèmes sécuritaires des Etats.....	16
Chapitre 2. Forces et faiblesses militaires en Asie centrale.....	18
21. A l'intérieur, des armées nationales faibles.....	18
211. Des forces inadaptées aux besoins spécifiques des jeunes républiques :.....	18
a) ...confrontées à une (re)construction difficile.....	18
b) ...adossées à une consolidation de l'Etat problématique.....	19
212. Des armées de niveaux très disparates.....	19
a) Deux concurrents pour le leadership régional.....	19
L'Ouzbékistan.....	19
Le Kazakhstan.....	20
b) Trois états militairement dépendants.....	21
Le Kirghizstan.....	21
Le Tadjikistan.....	21
Le Turkménistan.....	21
22. A l'extérieur, des acteurs aux intérêts rivaux.....	22
221. La Russie : une présence inéluctable.....	22
222. La Chine, une patiente recherche de profondeur stratégique.....	24
223. Les Etats-Unis : une irruption soudaine et multiforme.....	25
224. Des acteurs régionaux en retrait : l'Iran et la Turquie.....	26
a) L'Iran.....	26
b) La Turquie.....	26
225. Des intérêts divergents, qui n'empêchent pas des alliances de circonstance.....	27
a) Convergence USA-Russie.....	27
b) Alliance Russie-Chine : vers un "partenariat stratégique" ?.....	28
23. Y a-t-il un risque de voir instrumentalisée cette région ?.....	29
231. L'hypothèse d'une mise sous tutelle progressive ?.....	29
232. L'hypothèse d'une déstabilisation locale visant à légitimer une intervention "humanitaire" ?.....	29
Chapitre 3. Quelles parades pour contrer ces risques de déstabilisation ?.....	32
31 La coopération régionale : une voie crédible ?.....	32
311 Les structures régionales sous influence russe :.....	32
a) La CEI.....	32
b) Un réseau de coopération bi latérales aléatoires :.....	33

c) Quelle influence réelle de la Russie ?.....	33
312 Les organisations sous influence américaine :.....	34
313 Les organisations sous la férule chinoise :.....	35
314 Vers un renouveau pour les coopérations régionales ?.....	36
32. Les efforts de coopération militaire occidentale :.....	36
321. L'OTAN	36
322. L'OSCE	38
324. L'Union Européenne	39
325. La France : participation actuelle et perspectives	39
a) Point de situation de la présence française :	40
b) Pourquoi un tel retard ?	41
c) Quelles perspectives pour la France ?.....	42
CONCLUSION.....	44
Bibliographie	46
Table des matières	48
Annexes	50

Annexes

Annexe 1 : La présence militaire au Tadjikistan

Annexe 2 : Les forces armées du Turkménistan

Annexe 3 : La présence militaire au Kirghizstan

Annexe 4 : La présence militaire au Kazakhstan

Annexe 5 : La présence militaire en Ouzbékistan

Annexe 6 : L'Asie centrale, un réseau énergétique à protéger

Sources :

IISS Military Balance 2006

L'Asie centrale après la guerre contre la terreur, op cit.